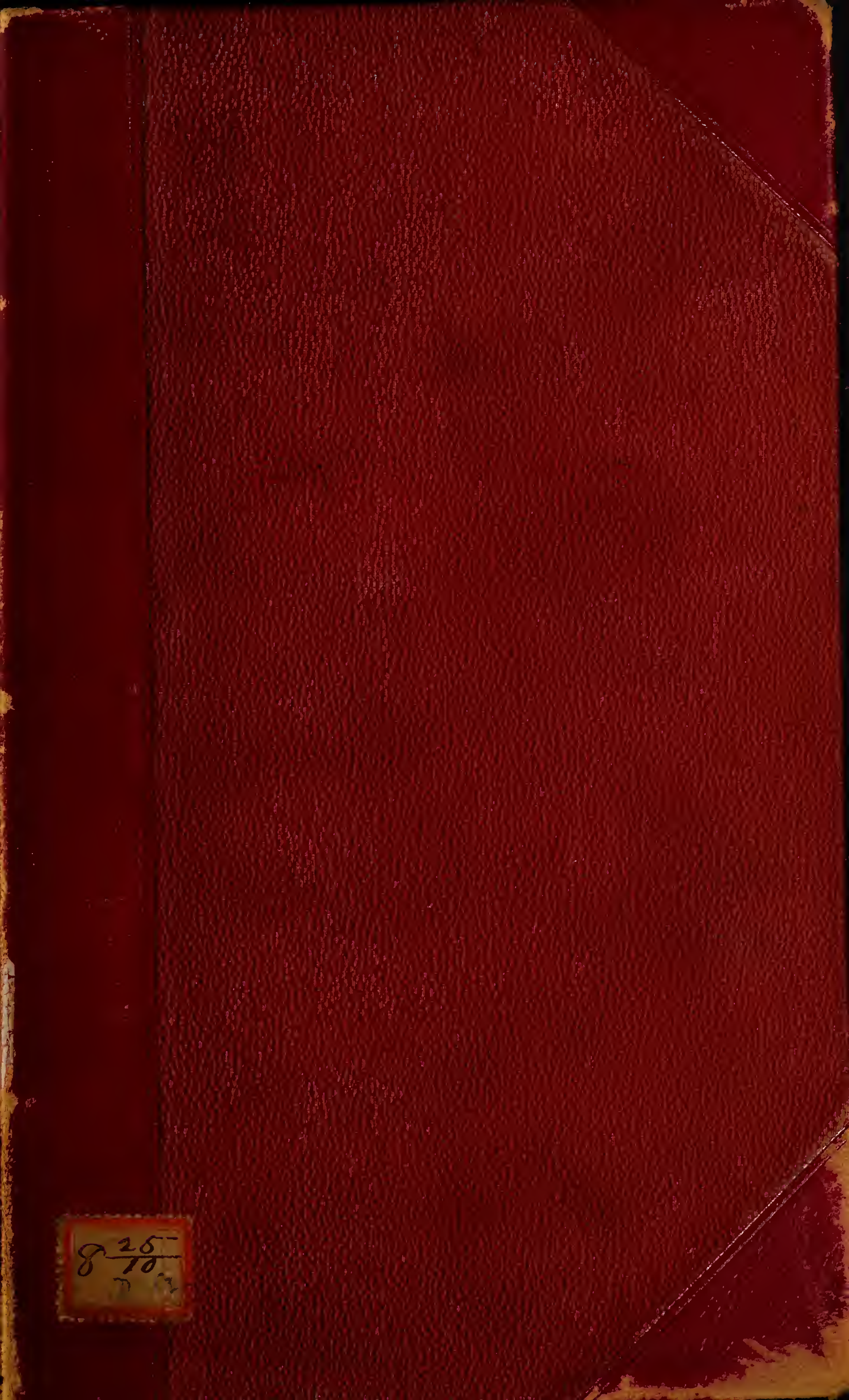
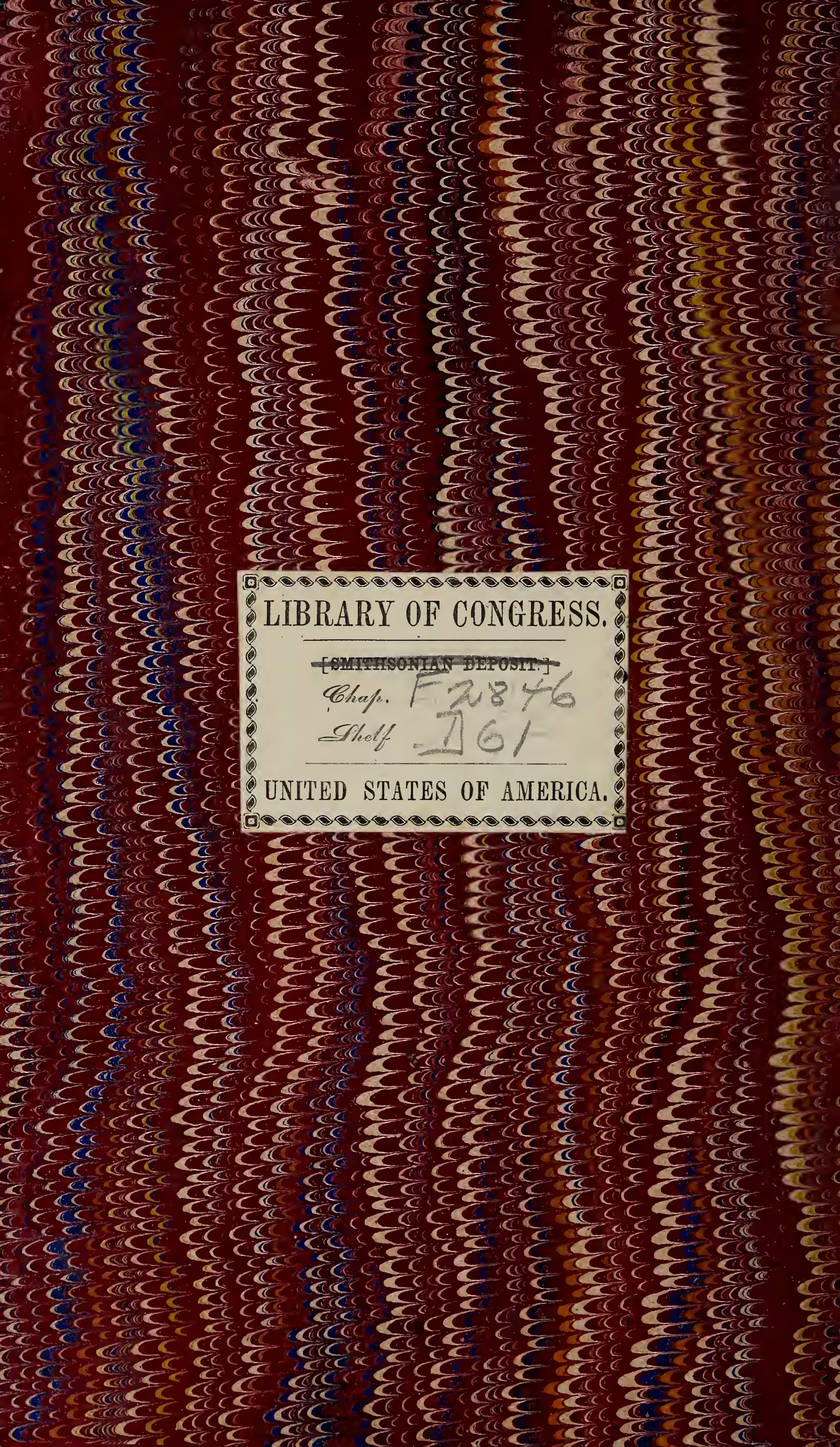
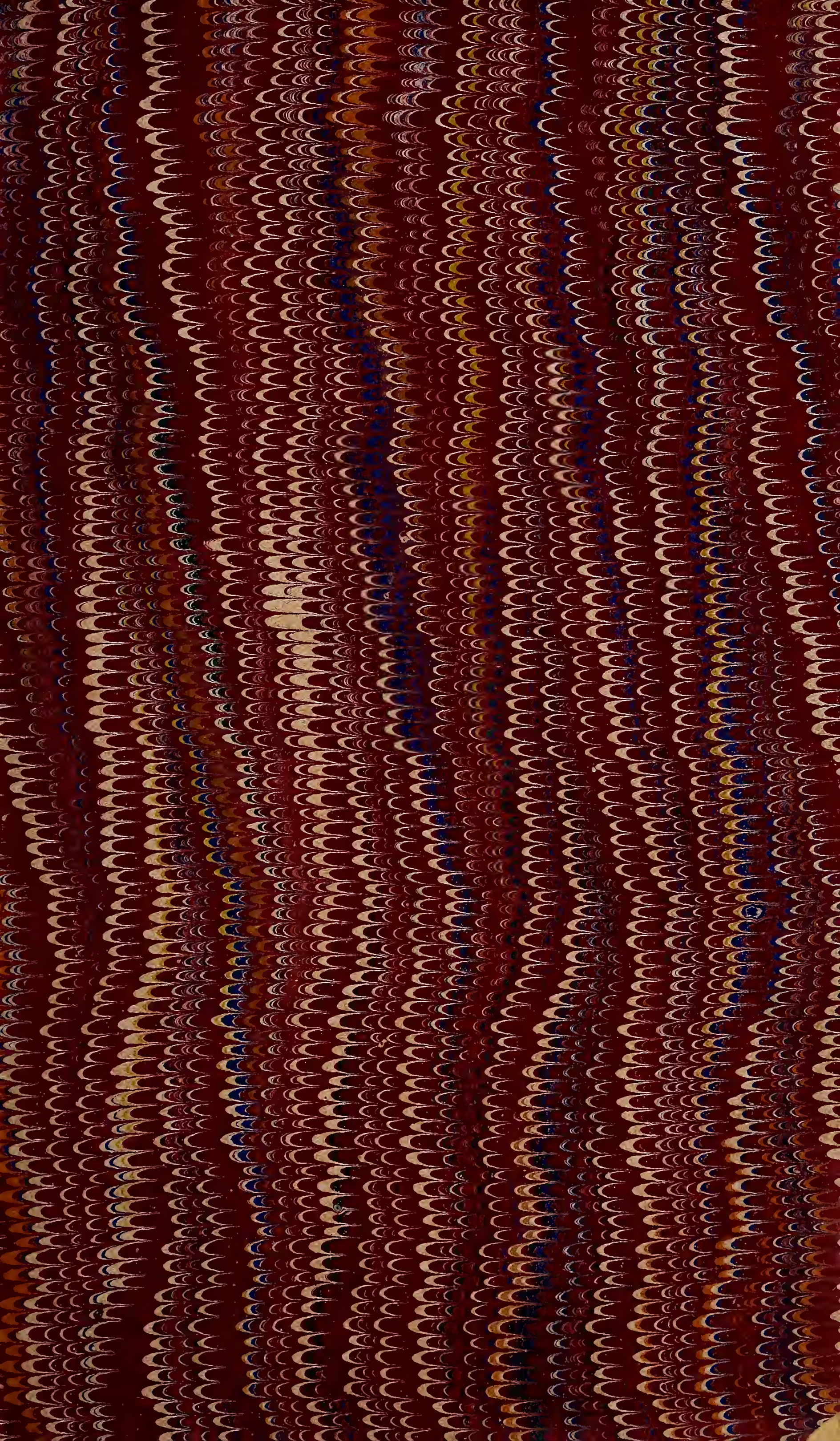

8 25/10



LIBRARY OF CONGRESS.
~~[SMITHSONIAN DEPOSIT.]~~
Chap. F2846
Shelf D61
UNITED STATES OF AMERICA.



LES DISSENSIONS

DES

RÉPUBLIQUES DE LA PLATA

ET LES

MACHINATIONS DU BRÉSIL

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.



LES DISSENSIONS

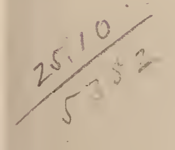
DES

RÉPUBLIQUES DE LA PLATA

ET

LES MACHINATIONS DU BRÉSIL

OUVRAGE ACCOMPAGNÉ D'UNE CARTE





PARIS

E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR

PALAIS-ROYAL, 17-19, GALERIE D'ORLÉANS

1865

LES DISSENSIONS

DES

RÉPUBLIQUES DE LA PLATA

ET LES

MACHINATIONS DU BRÉSIL

CHAPITRE PREMIER

LE BRÉSIL

Que cherche le Brésil dans les états du Rio de la Plata ? Il cherche ce qui lui manque depuis le jour où les Portugais ont pris possession de la partie du nouveau monde que leur avaient laissée les premiers conquérants espagnols. Relégués dans la zone torride, ils occupent un territoire, fort beau sans doute, mais qui, dans le voisinage de la mer, ne peut guère être habité que par les races africaines, et dont les plateaux intérieurs sont inaccessibles à cause du manque de rivières navigables, ces voies de communication naturelles qui font rayonner la vie et la civilisation vers les points les plus éloignés du pays.

Ce fait géographique est la cause des guerres incessantes qui, depuis l'époque de la découverte, ont divisé les descendants des Espagnols et ceux des Portugais. Les événements actuels ne sont autre chose que la continuation du débat trois fois séculaire qui, sous divers noms et sous divers prétextes, a toujours existé entre les deux groupes de population.

Qu'on ne se figure point que pour le Brésil cette question ait rapport à la forme du gouvernement ou à la différence des races et des nationalités. Ce n'est point là une question politique; c'est bien moins encore une mesquine affaire de personnes ou quelque discussion provenant de griefs réciproques et d'indemnités à régler. Non, la cause de la lutte, cause beaucoup plus sérieuse, est l'intérêt pressant de la sécurité, des subsistances, du peuplement du Brésil; pour l'empire, c'est là une question de vie ou de mort.

Quand même les habitants du Paraguay et de la Bande Orientale seraient d'origine portugaise et les sujets d'un roi, le Brésil ne verrait pas moins en eux des ennemis, par la seule raison qu'ils sont indépendants et maîtres de leur sol. C'est ainsi qu'ils ont toujours été considérés par le Portugal, lorsque leur territoire était une partie intégrante de l'immense empire colonial de l'Espagne. Déjà plus de deux cents ans avant la fondation des républiques de la Plata, les deux monarchies de Portugal et de Castille se disputaient à coups de canon, et pour la même cause, les mêmes contrées que se disputent aujourd'hui leurs descendants.

Le Brésil a besoin de franchir les limites de la zone torride dans laquelle se trouve située la presque totalité de son territoire, et c'est dans une seule direction qu'il peut chercher les régions tempérées qui lui manquent. Cette direction est celle du sud, et les contrées dont il a besoin pour se compléter sont la Bande Orientale ou république de l'Uruguay, le territoire des Missions, les provinces de Corrientes et d'Entre-Rios et la république du Paraguay, c'est-à-dire tous les pays qui s'étendent à l'est de la grande voie fluviale tracée du nord au sud par le Paraguay, le Paranà et le Rio de la Plata.

Trois grandes causes rendent la possession de ces contrées tout à fait essentielle aux développements du Brésil : 1° l'importance capitale qu'offre un climat tempéré pour des populations de race blanche venues d'Europe ; 2° le besoin de terres d'un accès facile, propres à la culture des plantes alimentaires ; 3° la sécurité des provinces que l'empire possède sur les affluents supérieurs de la Plata, dans le voisinage des régions convoitées.

Ainsi le Brésil, en cédant à la tendance historique et traditionnelle qui le porte à s'étendre jusqu'à l'estuaire de la Plata, ne fait qu'obéir à une gravitation naturelle causée par le triple intérêt de la *colonisation*, des *subsistances* et de la *sécurité*. Chacun de ces points sera l'objet de l'une des divisions qui vont suivre.

I

Colonisation.

Le Brésil, possesseur absolu du grand fleuve des Amazones et de ses puissants tributaires, maître d'un immense domaine égal en étendue au quart du nouveau monde, est-il donc tellement dépourvu de terres et de rivières qu'il ait besoin d'en conquérir sur des républiques liliputiennes? Telle est l'objection dont se servent les Brésiliens pour réduire au silence tous ceux qui, sans étudier les questions, considèrent avec étonnement les énormes dimensions de l'empire esclavagiste de l'Amérique du sud.

Pourtant une simple réflexion suffirait pour réduire cette objection à néant. Si les Brésiliens ont plus de terres qu'il ne leur en faut, pourquoi vont-ils s'établir dans une république de faible étendue et toujours agitée comme la Bande Orientale? Plus on insiste sur ce fait que le territoire de l'Uruguay contient de vastes propriétés appartenant à des Brésiliens, et que des milliers d'impériaux se sont installés dans le pays, plus il devient évident par cela même que leur propre territoire ne suffit pas aux nouveaux venus. De même, l'Afrique est trois fois plus grande que le Brésil, et pourtant cette partie du monde tout entière ne vaut pas l'île de la Grande-Bretagne, qui ne représente

pas même le cent-trentième, en étendue, de l'énorme continent africain. Ce ne sont pas les dimensions du territoire, mais bien la forme du pays et la nature du sol qu'il importe d'étudier[1].

Quoique le Brésil ait une population évaluée à huit millions d'habitants, c'est un pays que l'on peut considérer comme désert, eu égard à son immense territoire. Ce n'est donc point par manque d'espace que nombre de Brésiliens s'établissent dans les régions de la Plata; mais c'est parce que l'espace approprié au séjour des hommes de race blanche est d'une trop faible étendue. La preuve de cette assertion est facile à donner. Le Brésil est limitrophe à toutes les républiques de l'Amérique du sud, à l'exception du Chili, et cependant il n'a jamais été en guerre avec d'autres contrées que les régions de la Plata pour une question de limites ou d'antagonisme politique. Pourquoi le Pérou, l'Équateur, la Nouvelle-Grenade ne sont-ils pas, comme Montevideo, habités en grande partie par des sujets brésiliens? Parce que ces contrées sont, comme le Brésil, situées dans la zone torride, et que leurs plateaux habitables sont séparés des plaines inférieures par des espaces déserts et des forêts infranchissables.

Ainsi enfermé entre la ligne équatoriale et le tropique du Capricorne, le Brésil peut recevoir à juste titre le nom d'Afrique du nouveau monde. L'empire

[1] Pour une question de géographie comme celle-ci, nous renvoyons le lecteur à la carte qui se trouve à la fin du volume.

américain est même beaucoup moins bien partagé que l'Afrique, car il n'a pas le bonheur de posséder de terres semblables à celles du delta d'Égypte, du Tell de Tunis et d'Algérie, du cap de Bonne-Espérance, toutes contrées situées à plus de 30 degrés de l'équateur. Les grandes cités maritimes du Brésil se trouvent à des latitudes qui correspondent à celles des villes de la Sénégambie, de la Guinée et du Congo, habitées presque uniquement par des races de couleur. Le blanc qui n'y meurt pas, y existe en moribond. Rio-de-Janeiro est sous le même degré de latitude que la partie méridionale de Madagascar. C'est là un climat des plus défavorables à la santé des émigrants d'Europe, que ce soient des princes de Cobourg ou des paysans de la Thuringe.

L'intérieur du Brésil est fertile et tempéré, dira-t-on. Il en est de même de l'intérieur de l'Afrique, s'il faut en croire le capitaine Speke ; mais un pays désert, aussi fertile qu'il soit, n'en est pas moins pour l'homme comme une autre planète.

Terre africaine à cause de ses chaleurs accablantes, le Brésil ne peut être cultivé que par des Africains. De là pour les Portugais et leurs descendants la tentation fatale d'importer des nègres et de les faire travailler comme esclaves. Toutefois cet abominable trafic est désormais condamné à disparaître par la civilisation du siècle, et c'est l'Angleterre, dominatrice des mers, qui s'est chargée elle-même de faire exécuter cet arrêt de la justice. C'est dire que le Brésil est tenu de se peupler de colons blancs et libres, puisque la

traite des esclaves africains lui est interdite. D'ailleurs la révolution des États-Unis a donné le signal de l'abolition définitive de l'esclavage dans tout le continent américain. C'est aux bords de la rivière James que le sort du Brésil se décide aujourd'hui ou qu'il se décidera demain.

La question du peuplement est donc la question capitale pour l'empire. Les populations blanches s'enfuient de cette contrée parce que le climat les tue ou les énerve. En dépit de tous les avantages, vrais ou prétendus, qu'offre le gouvernement brésilien, en dépit de tous les inconvénients que présentent les républiques voisines, les colons européens sortent du Brésil qui leur assurait la paix et l'ordre public, et se rendent dans les contrées de la Plata qu'agitent d'incessantes révolutions. Et cela se comprend, quand on connaît la lugubre histoire de la colonisation au Brésil. En 1836, de pauvres émigrants allemands, au nombre de 356, débarquèrent dans l'estuaire des Amazones; une année après, il n'en vivait plus que 90. De 470 Portugais introduits en 1854 dans la province de Para, il en restait seulement 60 en 1857. La *Compagnie des Amazones*, établie dans la même année, aboutit à un résultat bien plus désastreux encore : la fièvre dévora tous les colons. La *Compagnie du Mucury*, organisée vers la même époque en vue du peuplement des régions septentrionales de la province de Minas-Geraês, dut être dissoute après des événements de la nature la plus tragique et la plus horrible. Les

Brésiliens eux-mêmes donnaient aux établissements du Mucury le nom de *boucherie*.

Ne trouvant pas de colons blancs pour ces contrées meurtrières, le Brésil cherche des pays tempérés pour y établir les populations qui sont indispensables à sa prospérité. De là ses appétits sans cesse renaissants pour la conquête des territoires de la Plata. Cette ambition de conquête n'est pas d'origine récente; elle est aussi ancienne que le Brésil lui-même. Toute l'histoire de cette nation consiste dans une série de guerres entreprises contre l'Espagne afin d'échapper à la zone torride et de porter ses limites aux rives fraîches et salubres de la Plata et de ses grands tributaires. Dix traités célèbres, conclus entre l'Espagne et le Portugal après chacune des luttes territoriales, sont la preuve historique de ces conflits et des motifs qui les amenaient.

Les seules provinces que le Brésil possède hors de la zone torride, le Rio Grande, Curitiba, Saõ-Paulo, ont été jadis presque en entier colonisés par les Espagnols, et c'est par suite d'une usurpation lente et séculaire que les descendants des Portugais les occupent. C'est là ce qui explique comment tous les territoires brésiliens limitrophes à la république du Paraguay, au pays des Missions et à la Bande Orientale ont autrefois fait partie de ces contrées.

Les empiétements du Brésil seraient-ils un résultat de la supériorité du régime monarchique sur le régime républicain? Non, car ces empiétements datent de l'époque où l'Amérique tout entière était

gouvernée par des vice-rois. Prouveraient-ils la supériorité de la race portugaise? Ce serait là un phénomène qui n'a pas été observé dans l'ancien monde, et l'idée n'est jamais venue à l'esprit de personne, que les populations d'origine espagnole, telles qu'elles existent dans les États de la Plata, soient inférieures aux populations d'origine portugaise qui habitent le Brésil. Ces envahissements révèleraient-ils enfin l'existence d'une cause permanente et occulte devant produire dans l'avenir sous le régime de la république des résultats analogues à ceux qui se sont manifestés sous le régime de la monarchie? Nous ne le pensons pas. D'ailleurs, une raison bien simple peut faire comprendre pourquoi le Brésil n'a cessé de gagner autrefois dans la direction du sud, et pourquoi ses progrès seront désormais arrêtés.

Le littoral du Brésil fut découvert et occupé, en l'an 1500, par Yañez Pinzon au nom de la couronne de Castille, plusieurs années avant que le Portugais Cabral eût débarqué sur les mêmes côtes. Ce littoral fut abandonné par les Espagnols parce qu'on n'y trouva point de ces mines d'or et d'argent qui fascinaient les conquérants du continent d'Amérique. Les avantages du commerce et la navigation des grands fleuves n'intéressaient aucunement les nouveaux venus. C'est vers les Andes et vers ses plateaux, si riches en mines de toute espèce et favorisés d'un excellent climat, à cause de leur altitude, que les Espagnols se dirigeaient de préférence, laissant les plaines brûlantes à leurs rivaux les Portugais.

Lorsque ceux-ci commencèrent à se servir des grands fleuves de l'intérieur pour faire le commerce de contrebande avec les colonies hispano-américaines et pour étendre leurs domaines jusqu'à ces territoires miniers que possédait l'Espagne dans les montagnes de l'ouest, la guerre entre les populations des deux races devint de plus en plus fréquente. Cet antagonisme, dont les effets augmentaient sans cesse en gravité, est la cause qui motiva la fondation des deux villes de Colonia del Sacramento et de Montevideo, puis la constitution des provinces de la Plata en vice-royauté avec Buenos-Ayres pour capitale.

Aujourd'hui, les républiques platéennes, qui doivent en grande partie leur existence à la nécessité de commercer librement sur les fleuves et qui tirent toutes leurs ressources des échanges avec l'étranger, ne laisseront pas leur sol si fertile et si beau en proie à l'ambition des Brésiliens. D'ailleurs, quand même, et par impossible, elles n'auraient pas le pouvoir de défendre les libertés essentielles à l'exercice du commerce qui les fait vivre, l'Europe, intéressée à ces échanges dont elle est presque l'unique intermédiaire, ne pourrait manquer d'empêcher tôt ou tard des changements territoriaux ayant, comme on le sait, pour résultat inévitable d'empêcher le commerce direct de l'intérieur de l'Amérique avec le monde civilisé. Ce serait là une situation nouvelle qui rendrait la lutte plus vive, mais non pas plus heureuse pour les Brésiliens qu'elle ne l'a été pour les Portugais. Les soixante années durant lesquelles les rois d'Espagne

étaient également souverains du Portugal furent celles qui permirent aux populations brésiliennes d'empiéter graduellement vers le sud, grâce à l'union des deux monarchies.

II

Subsistances.

Un climat favorable au développement de l'immigration des colons de race blanche, ce n'est pas là uniquement ce que cherche le Brésil dans les pays de la Plata. Dans ses désirs de conquête, il est aussi poussé par la famine, qui est, avec le choléra et la fièvre jaune, un des visiteurs habituels de l'empire. La chaleur tropicale, qui fait du Brésil un pays presque inhabitable pour l'homme blanc, le rend de plus tout à fait impropre à l'élève des bestiaux et à la culture des céréales. De même que l'île de Cuba, les terres du Brésil produisent des denrées très-précieuses, mais elles ne donnent ni pain, ni fourrages. On se nourrit à la Havane de la viande sèche importée de Buenos-Ayres, et l'on mange au Brésil la viande fraîche des animaux de la Bande Orientale. Les gens pauvres qui ne peuvent en acheter, la volent tout simplement. Pour eux, les campagnes de l'Uruguay sont la « Californie de la viande. » Les incursions de pillage que les

Brésiliens de la province du Rio-Grande ont l'habitude de faire sur le sol de la république voisine sont connues sous le nom expressif de *californiès* : ce sont des expéditions semblables à celles que les Indiens de Buenos-Ayres appellent *malones*.

La législation pourrait, sans aucun doute, remédier en partie à ce fâcheux état de choses. Malheureusement ceux qui font les lois, ministres et membres du parlement, sont précisément ceux qui maintiennent cette déplorable situation par de misérables calculs d'intérêt pécuniaire. En effet, le Brésil doit ce fléau de la disette de subsistances, nouveau pour lui, à l'avidité de ses grands planteurs, qui sont propriétaires des quatre cinquièmes du sol. Au lieu de consacrer une partie de leurs terres à la culture des céréales et à l'élève des bestiaux, pour faciliter l'alimentation du peuple, ils les emploient en entier à la production du sucre, du tabac, du café, du thé et autres denrées coloniales qui les enrichissent aux dépens des travailleurs mourant de faim. Ce système d'agriculture, qui est un luxe pour quelques-uns et la ruine pour presque tous, force le Brésil à importer toutes ses denrées alimentaires des États-Unis, de l'Europe même, et surtout de la république de l'Uruguay, qui est, pour ainsi dire, son *garde-manger* et son magasin de vivres.

Il est donc facile de comprendre ce que le Brésilien cherche dans le sud : du pain, de la viande, de l'air pour ses poumons, de la vigueur pour ses membres. Le gouvernement impérial trouve plus commode de

conquérir les pays voisins, produisant en abondance les articles nécessaires à l'alimentation du peuple, que d'amener les grands propriétaires à remplacer les cultures de luxe par la production des vivres. C'est pourtant là un exemple que les états du sud de la république anglo-saxonne viennent de lui donner dans une occasion semblable ; menacés de mourir de faim, ils ont résolûment remplacé tous les champs de cotonniers par des champs de maïs.

Le peuple brésilien apprendra sans doute quelque jour à connaître ce remède à ses maux, et le sentiment de sa dignité achèvera de le convaincre que ses ennemis ne sont pas en dehors, mais au dedans des frontières. Ce ne sont pas des états voisins favorisés par un heureux climat qu'il lui importe de combattre, mais bien ses propres institutions, qui consacrent de si monstrueuses inégalités. Que ces institutions soient réformées dans un sens favorable à la classe la plus nombreuse et la plus pauvre, et le peuple brésilien trouvera chez lui le pain que des lois funestes l'obligent à voler sur le sol étranger.

C'est parce que le Brésil, en pleine indépendance nationale, a maintenu l'ancien régime des colonies qu'il ne se hasarde pas à introduire un grand nombre de colons européens dans les districts de son territoire qui conviendraient aux émigrants. Le système général de la propriété brésilienne est encore pire, s'il est possible, que ne l'était autrefois la féodalité d'Europe. Il n'y a point dans le pays de noblesse proprement dite, mais il y a de riches propriétaires terriens, espèce de

barons féodaux qui ont fait de l'empire une oligarchie d'oppresseurs.

Ce peuple, que le climat et la loi contribuent également à affamer, est celui qui se plaint aujourd'hui que les Orientaux, ses pourvoyeurs d'aliments, viennent sur son territoire piller les habitants faméliques. Eux qui, pour manger, vont jusqu'à dépouiller les naufragés, se prétendent dépouillés par ces voisins qui leur donnent de quoi vivre!

III

Sécurité du territoire.

Toutefois la grande raison des tentatives que fait le Brésil pour s'emparer des territoires voisins jusqu'aux limites formées par le Paraguay, le Paranà et l'estuaire de la Plata, c'est qu'il n'a pas d'autre moyen de s'assurer d'une manière définitive la possession des pays qui font aujourd'hui partie de l'empire. En ce sens on peut dire qu'en aspirant à la conquête des régions de la Plata il défend jusqu'à un certain point sa propre existence. C'est là un fait dont la cause est bien simple et qui échappe pourtant à la plupart de ceux qui traitent les questions relatives à la politique brésilienne.

Les républiques platéennes possèdent le cours inférieur et les embouchures de trois grands fleuves, dont

les affluents supérieurs coulent sur le territoire brésilien jusqu'au point où leurs eaux commencent à devenir navigables. Ces fleuves sont les trois principaux tributaires du Rio de la Plata, le Paraguay, le Paranà et l'Uruguay. Or c'est précisément dans le bassin supérieur de ces puissantes voies navigables que se trouvent les plus belles provinces de l'empire, les seules où l'émigrant d'Europe puisse facilement s'acclimater. Dans ces deux ou trois provinces se trouve en puissance toute la grandeur future du peuple brésilien.

Ces fleuves forment pour ainsi dire trois vastes ports intérieurs qui appartiennent au Brésil dans la haute partie de leur cours, mais dont les clefs se trouvent entre les mains des républicains du Paraguay, de la confédération Argentine et de la Bande Orientale. C'est là le péché originel qui explique l'inimitié du Brésil à l'égard des républiques voisines. Bien plus, cette situation est devenue mortelle pour la prospérité de l'empire depuis que les fleuves sont librement ouverts au commerce du monde entier. L'unité de la monarchie brésilienne a reçu le coup de mort le jour où s'est accomplie cette œuvre de progrès et de civilisation. Le Paranà et le Paraguay formant ensemble non-seulement le chemin le plus court, mais aussi l'unique voie de communication qui existe entre Rio-de-Janeiro et la province de Matto-Grosso, il faut que l'empereur dom Pedro salue au passage les modestes bannières des républiques voisines; il lui faut, pour ainsi dire, demander une

autorisation préalable lorsqu'il veut exercer ses droits de souverain sur les confins de ses propres états.

Tant que les affluents de la Plata étaient encore fermés au commerce du monde, les provinces brésiliennes situées sur les bords de ces grands fleuves ne pouvaient communiquer avec la capitale de l'empire que par des espaces plus déserts et plus longs à franchir que ne le sont les étendues de la mer entre le Brésil et le Portugal. Les denrées étaient transportées à dos de mulet à travers de vastes forêts et des régions habitées seulement par des Indiens sauvages; les caravanes devaient emporter avec elles jusqu'à la nourriture de leurs bêtes de somme. Il ne leur fallait pas moins de quatorze ou de seize mois pour se rendre de Rio-de-Janeiro à Cuyabà, capitale de la province de Matto-Grosso. Par le temps nécessaire au voyage, ces régions seraient plus éloignées de la métropole que les îles Philippines ne le sont de Madrid, si elles n'étaient rattachées au littoral par les affluents de la Plata, c'est-à-dire par des voies navigables aussi étrangères au Brésil que le sont les eaux du Grand Océan.

Les idées et l'amour de la liberté étant toujours apportés d'Europe en même temps que les marchandises, la liberté des fleuves a pour conséquence de pousser invinciblement les provinces brésiliennes des bassins supérieurs à proclamer leur indépendance. Telle est la raison pour laquelle le Brésil regarde avec une espèce d'horreur la libre navigation du système fluvial de la Plata. Toutefois il a le bon sens de dissi-

muler ses sentiments à cet égard ; il a même reconnu en thèse générale et pour un avenir plus ou moins éloigné le principe de l'ouverture des fleuves, mais il s'est bien gardé jusqu'à présent de consacrer cette liberté par une adhésion formelle aux traités de navigation conclus entre l'Europe et les républiques de la Plata.

N'est-il pas à croire que les habitants des provinces riveraines du haut Paraguay et du haut Paranà, voyant leurs voisins espagnols trafiquer directement avec l'Europe, essayeront bientôt d'imiter l'exemple qui leur est donné? Ils comprendront qu'au lieu de transporter leurs produits à Rio-de-Janeiro, à travers tout un monde, afin de les échanger contre des articles d'Europe, il leur suffira de rester tranquillement chez eux et d'attirer le commerce étranger, comme l'ont fait le Paraguay et la république Argentine. Alors Matto-Grosso et les régions voisines jouiront des avantages et des priviléges commerciaux qui sont actuellement réservés à Rio-de-Janeiro.

De cette manière le commerce libre avec l'Europe, qui a rendu le Brésil indépendant du Portugal, rendra aussi les provinces brésiliennes du sud-ouest indépendantes de Rio-de-Janeiro, et cela par les mêmes motifs d'intérêt universel. L'intégrité de l'empire, c'est-à-dire le pouvoir de dom Pedro II, souffrira de ce changement politique, de même que la couronne de Portugal eut à souffrir de la séparation du Brésil; mais ni l'un ni l'autre démembrement n'auront porté de tort à la civilisation du monde. Il y a des cas où dé-

membrement signifie indépendance, et l'indépendance est progrès et richesse.

La centralisation de l'empire brésilien est beaucoup plus artificielle qu'on ne pourrait le croire. C'est un reste de l'ancienne unité portugaise maintenu jusqu'à nos jours parce qu'il n'a pas été mis à l'épreuve. Cette centralisation n'a pas encore montré si elle est de force à soutenir une effroyable secousse comme celle qui remue aujourd'hui la république des États-Unis jusqu'en ses fondements. La communauté d'origine et de langue ne suffit point pour constituer l'unité. C'est là d'ailleurs ce que prouvent le fractionnement de l'Amérique espagnole et la rupture temporaire entre les états de la grande république anglo-saxonne en dépit de l'unité des races, des langues, des lois, des coutumes et des traditions respectives.

Déjà le Brésil est un empire fédératif, une ligue de gouvernements, un état à plusieurs têtes, une espèce d'Union bien plus qu'une véritable unité. Les *présidences*, sortes d'états provinciaux, sont en voie de se constituer en états souverains, conformément à la loi qui tend à prévaloir en Amérique depuis le jour où les colonies ont cessé de faire partie intégrante des monarchies européennes auxquelles elles devaient leur existence. A côté des États de la Plata, des États de la Colombie, des États de l'Amérique du nord, on verra quelque jour les États du Brésil. Ce n'est point là une prophétie, ni même un vœu, c'est un simple raisonnement. Le phénomène que nous constatons, et qui est général en Amérique, paraît être le prélude

obligé d'une nouvelle phase historique des peuples colombiens, analogue au mouvement qui aboutit en Europe à l'affranchissement des communes et à l'abolition de la féodalité.

L'empire du Brésil n'a pas d'autre cause d'unité matérielle que la continuité de son littoral maritime; mais c'est là une garantie des plus incertaines, car, à un certain point de vue, la côte appartient à tout le monde. La région côtière est insalubre à cause de l'extrême chaleur. En outre, la création d'une marine sérieuse serait encore plus difficile que la fondation de colonies formées d'éléments européens. Le territoire brésilien n'est point arrosé par de grands fleuves aboutissant à la capitale. La puissante rivière des Amazones n'est qu'une frontière éloignée se développant uniformément de l'ouest à l'est, sous le climat insalubre de l'équateur. Le Paraguay, l'Uruguay, le Paranà, quoique fleuves brésiliens à leur source, vont se déverser au sud dans un estuaire appartenant à un peuple étranger, le Rio de la Plata. Loin de servir à la centralisation, ces fleuves peuvent au contraire, par la disposition même de leur cours, contribuer au démembrement de l'empire.

En dépit de son nom, Rio-de-Janeiro n'est point situé sur les bords d'un fleuve justifiant cette désignation. Depuis longtemps déjà l'abbé de Pradt a fait remarquer ce grand désavantage de la capitale du Brésil, par rapport à la métropole des provinces Argentines. Le chef-lieu de l'empire serait évidemment beaucoup plus central s'il occupait la position où se trouve Monte-

video, car il serait alors situé précisément à l'angle que forment le littoral maritime et le littoral des fleuves pénétrant au loin dans l'intérieur du territoire. Comment douter que le gouvernement brésilien ignore ces choses et ne cherche pas à maintenir et à défendre l'intégrité de ses domaines en transférant sa capitale sur les rives gracieuses et tempérées du Rio de la Plata?

C'est là une idée fixe, persistante, que le Portugal a léguée au Brésil. Dès l'année 1678, une carte dressée officiellement à Lisbonne figure, comme appartenant à la couronne de Portugal, toute la côte de l'Atlantique, de Rio-de-Janeiro au Rio de la Plata, et tout l'intérieur du continent jusqu'au Tucuman, au delà des grandes vallées fluviales. Nous-même nous avons vu un atlas publié récemment à Londres, et d'après lequel tous les territoires de la Bande Orientale, d'Entre-Rios, de Corrientes et du Paraguay, paraissent annexés à l'empire.

Les craintes du gouvernement brésilien expliquent de la manière la plus simple les efforts qu'il tente pour s'emparer des régions de la Plata et tenir ainsi les clefs de son propre domaine. Le moyen, — la conquête, — est digne de la fin, qui est la fermeture des rivières. Toutefois, il n'en est pas moins tout à fait naturel que le Brésil cherche à maintenir son intégrité territoriale. C'est perdre son temps que d'accuser les impériaux d'ambition, de duplicité, de perfidie, de mauvaise foi : autant vaudrait croire à la sincérité

de celui qui s'engage à s'abstenir de manger, de respirer, de vivre. Pour la monarchie brésilienne, la conquête de la Plata est une renaissance, une seconde vie ; le maintien des limites actuelles, c'est un adieu à l'existence, non comme Brésil, mais comme empire fédératif.

CHAPITRE II

L'URUGUAY OU BANDE ORIENTALE

I

Trois pouvoirs se disputent la Bande Orientale.

Par sa position géographique, Montevideo est affligée d'un double malheur, celui d'être nécessaire à la fois au Brésil et à la république Argentine. Ces deux états en ont également besoin pour se compléter à ses dépens. Pourquoi? Parce que les plus belles provinces du Brésil et les plus belles provinces Argentines sont situées sur les rives des affluents de la Plata, dont la république de l'Uruguay est la clef principale. Il en résulte que le Brésil ne peut gouverner ses provinces fluviales du sud sans posséder la Bande Orientale; et, de son côté, Buenos-Ayres a besoin du même pays pour dominer ses provinces du littoral.

Ce conflit d'intérêts avait déjà fait de Montevideo un objet de disputes incessantes entre le Portugal et l'Espagne, alors que les deux nations étaient maîtresses de ces contrées, et, depuis, cette ville convoitée n'a cessé de faire naître de nouveaux différends entre les héritiers des monarchies rivales. Pendant la guerre de 1825, chacun des belligérants, le Brésil et la république Argentine, prétendait défendre l'intégrité de son territoire en s'emparant de la Bande Orientale.

Toutefois un troisième pouvoir, supérieur aux combattants, s'est interposé dans la lutte et a réclamé Montevideo comme lui étant non moins nécessaire. Ce pouvoir nouveau, c'est la civilisation. Il veut s'établir dans ces nobles contrées qui s'étendent jusqu'au fond de l'Amérique, et c'est pour cela que Montevideo doit rester libre et indépendant. Ce pouvoir a parlé par l'intermédiaire de la France et de la Grande-Bretagne, ses organes naturels, qui ont sanctionné par des traités l'idée d'Artigas, nous voulons dire l'idée nationale, formulée, dès 1816, par la devise suivante : « Ni Portugais, ni Espagnols, ni Brésiliens, ni *Porteños*[1]. »

Telle est l'origine de l'indépendance de Montevideo : le nouvel état est une conquête de la civilisation, faite au profit de tous, et même au profit de ceux auxquels le pays a été arraché.

A partir de 1828, époque à laquelle l'autonomie de la Bande Orientale fut consacrée par des traités, les anciens maîtres de Montevideo ne pouvant plus la

[1] Habitants de Buenos-Ayres.

gouverner par eux-mêmes, ont tâché de la gouverner par l'intermédiaire d'administrations soi-disant nationales, mais en réalité dépendantes de l'étranger. Ils ont donc cherché à regagner en influence ce qu'ils avaient perdu en pouvoir. Entre eux la lutte a changé d'objet ; elle n'a eu pour but que la prépondérance morale, et non plus, du moins ostensiblement, la possession des territoires. Depuis cette époque la politique traditionnelle du Brésil et de la république Argentine a été d'intervenir ou de conspirer, afin d'installer des gouvernements à leur dévotion pour diriger la Bande Orientale dans le sens de leurs propres intérêts relativement aux provinces de l'intérieur.

Plusieurs fois, dans ces dernières années, le Brésil est intervenu, et, de son côté, la république Argentine a procédé exactement de la même manière. Aujourd'hui l'un et l'autre pays se sont alliés en vue d'une nouvelle intervention. Est-ce dans l'intention de créer en compte à demi un gouvernement qui leur servirait d'organe commun, et au moyen duquel ils partageraient l'influence acquise? Non. C'est l'alliance provisoire de deux rivaux qui se liguent pour conquérir une même Dulcinée, mais afin de se la disputer ensuite, chacun voulant rester le possesseur exclusif de l'idole convoitée.

Buenos-Ayres voudrait parvenir à ses fins en organisant une fédération des États-Unis de la Plata, ce qui équivaudrait en réalité à une prise de possession de Montevideo, sans porter atteinte à l'indépendance reconnue de la Bande Orientale.

Le Brésil, au contraire, cherche à s'annexer graduellement le territoire de l'Uruguay par l'envoi de colons nationaux. Ce moyen de conquête est le seul qu'il puisse employer, depuis qu'il a échoué dans ses autres tentatives. Il a vainement essayé de l'annexion pure et simple en 1820; la guerre ouverte contre la république Argentine, en 1825, n'a pas mieux réussi; enfin, le projet d'établir une monarchie dans les régions de la Plata, avec l'aide de l'Europe, et sous la condition que Montevideo fût réincorporée à l'empire brésilien, n'eut pas un meilleur sort; la mission dont le marquis de Santo-Amaro fut chargé en 1830, au mépris de la doctrine de Monroe, que l'on prétend respecter, n'aboutit à aucun résultat. Ces projets n'ont point été abandonnés, sans doute; mais l'exécution en a été remise à un avenir plus ou moins éloigné.

Nous allons examiner maintenant quels sont les motifs particuliers et immédiats de la conduite tenue envers la Bande Orientale par Buenos-Ayres et par le Brésil.

II

Montevideo et Buenos-Ayres.

Dans quelle intention Buenos-Ayres cherche-t-elle à dominer la Bande Orientale par son influence? Quel

préjudice lui causerait donc l'indépendance de l'Uruguay ?

Montevideo est pour tous les mécontents politiques de Buenos-Ayres un refuge sûr et facile. Cette ville, aussi belle et confortable que la cité de Cadix, est l'asile naturel de tous les Argentins qui veulent faire une opposition efficace au gouvernement de Buenos-Ayres. En général, il n'existe pas dans l'Amérique du sud d'autre manière de jouir des libertés politiques. La plupart des gouvernements sont de vrais despotismes tempérés les uns par les autres. Chaque république est une tribune de liberté pour sa voisine et la proximité des frontières est la plus certaine des garanties constitutionnelles.

Depuis l'année 1830, époque où la Bande Orientale se constitua en état indépendant, Montevideo, la capitale, est devenue la tribune du haut de laquelle Florencio Varela, Rivera, Indarte, Alsina, Gutierrez, Cané, Echeverria, Frias, Nicolas Calvo et d'autres écrivains argentins ont combattu, à différentes époques, les gouvernements violents et despotiques de Buenos-Ayres. Les journaux et les écrits imprimés à Montevideo étaient bien plus destinés au public argentin qu'à celui de la Bande Orientale. Abattre cette tribune, tel fut en conséquence le désir constant de tous les pouvoirs qui se sont succédé à Buenos-Ayres ; et c'est pour cela qu'ils ont tant de fois essayé de détruire les gouvernements de Montevideo qui ne pouvaient ou ne voulaient pas se prêter à cette politique.

Un autre tort involontaire de la capitale de l'Uru-

guay est d'avoir un port plus rapproché de la mer et plus sûr que la rade fluviale de Buenos-Ayres. Située à l'entrée même de l'estuaire de la Plata, Montevideo prend aujourd'hui, pour sa part, la moitié du trafic qui, avant 1830, se faisait, par l'entremise unique de Buenos-Ayres, entre les provinces Argentines et les diverses contrées riveraines des grands fleuves.

Tous les droits de douane que perçoit aujourd'hui Montevideo étaient encaissés au profit de Buenos-Ayres quand cette ville était le port exclusif et obligé du Paraguay et des provinces Argentines.

Ces dernières pourraient même se passer complétement de Buenos-Ayres le jour où elles voudraient choisir Montevideo pour leur port maritime et conclure avec cette ville un traité semblable à celui qui fait des ports du Chili autant de ports argentins. Pareille convention serait plus pratique que ne l'est la confédération rêvée entre Montevideo et Buenos-Ayres pour l'exploitation en commun des provinces Argentines et du Paraguay.

Si Montevideo est le débouché le plus direct par lequel les régions de la Plata communiquent avec le reste du monde, elle est aussi la plus facile entrée donnant accès dans l'intérieur des provinces Argentines. La côte de l'Uruguay étant géographiquement indispensable à l'exercice de tout commerce avec les diverses contrées de la confédération Argentine, il s'ensuit que Buenos-Ayres ne peut avoir de domination ni exercer une influence décisive sur ses pro-

vinces, si l'appui de la Bande Orientale lui fait défaut. La puissance qui n'est pas maîtresse des deux rives de la Plata ne possède ni ne peut posséder une prépondérance complète sur les affluents navigables de l'estuaire ni dans les pays situés sur leurs bords. La ville de Colonia del Sacramento et toute son histoire, non moins que les luttes récentes de la république Argentine, sont des preuves décisives à l'appui de cette vérité.

A peine le gouvernement de la Plata fut-il institué, en 1810, que déjà Buenos-Ayres envoyait Belgrano prendre possession de la Bande Orientale. Plus tard, c'est par haine d'Artigas, qui venait de proclamer l'indépendance de l'Uruguay, que le gouvernement argentin, sous la présidence de Puyrredon, tolérèrent l'entrée des Portugais sur le territoire des Orientaux. Grâce à cette connivence, les Portugais et leurs successeurs les Brésiliens restèrent maîtres de la république jusqu'en 1825, époque à laquelle Buenos-Ayres revint à son idée de revendiquer l'Uruguay, comme indispensable au maintien de l'intégrité nationale.

C'est avec les mêmes intentions que, sous la dictature de Rosas, Buenos-Ayres envoya le général Oribe pour renverser le parti *colorado*, qui gouvernait alors la Bande Orientale. En 1857, Cesar Diaz, dont la tentative n'eut pas un meilleur sort que les campagnes d'Oribe, avait également reçu sa mission du parti de Buenos-Ayres; de même, aujourd'hui, l'expédition de Flores n'a pas d'autre but que de donner à cette

ville les voies qui doivent assurer sa domination sur le Paraguay et les provinces de l'intérieur.

Les habitants de la Confédération seraient vraiment aveugles, s'ils ne voyaient dès maintenant que Montevideo défend leur propre liberté dans sa lutte contre le Brésil et Buenos-Ayres. Ils n'ont pas dans cette lutte un intérêt moindre que celui du Paraguay lui-même, et de l'issue du conflit dépendra, pour de longues années, leur bonheur ou leur misère.

III

Montevideo et le Brésil.

Pour quelle raison la Bande Orientale est-elle en lutte contre le Brésil? Pour le plus simple des motifs qui puissent légitimer une guerre : celui de vouloir ne pas être effacée de la carte et cesser d'exister d'une manière indépendante, celui de se refuser à disparaître dans l'empire brésilien en perdant sa langue, ses coutumes, son nom, et les conditions mêmes de sa vie. Montevideo défend sa nationalité d'origine hispano-américaine, c'est-à-dire un principe écrit sur les drapeaux du droit moderne. Si les Espagnols de l'Amérique latine ne se soucient pas de voir leur race graduellement déplacée par des Anglo-Saxons aux yeux et aux cheveux blonds, ils ne désirent pas davantage

perdre leur propre individualité pour se transformer en Lusitano-Américains aux lèvres épaisses et au teint brûlé.

La forme monarchique n'est pas la cause de la résistance de Montevideo aux attaques du Brésil, pas plus que la forme républicaine n'est la raison de ses démêlés avec Buenos-Ayres. Montevideo n'a point de raison particulière pour détester les monarchies. Elle doit à la Grande-Bretagne la première pensée de son existence comme république indépendante ; en outre, elle doit à la France l'appui et la garantie de cette existence, plus importante, aux yeux des nations de l'Europe occidentale, que ne l'est une forme quelconque du gouvernement de l'Uruguay.

La Bande Orientale tient à sa forme politique en tant seulement que celle-ci est l'expression de la société civile, de la famille, des mœurs et des usages nationaux. Ce qu'elle redoute dans le Brésil, ce n'est pas la monarchie, mais la race et la société. L'empire brésilien pourrait l'emporter à la rigueur sur les républiques voisines par les avantages que donnent l'ordre et la paix ; mais quant aux conditions générales de la société, qui forment la base même d'un état, les républiques de l'Amérique du sud sont aussi supérieures au Brésil que l'Europe peut l'être aux sociétés hispano-américaines.

Le grand tort de la ville de Montevideo envers le Brésil, c'est qu'elle est maîtresse de l'entrée des trois fleuves brésiliens, le Paraguay, le Paranà et l'Uruguay; c'est qu'elle est située sur cette côte de l'Atlantique

que le Portugal a léguée au Brésil, d'après certaines cartes du moins. Tous ces avantages procurent à Montevideo, et sans qu'elle ait à payer la moindre prime, des milliers de colons européens que le Brésil ne pourrait pas même obtenir à prix d'or pour ses terres au climat homicide. Montevideo est l'obstacle fatal qui empêche le Brésil d'avoir pour limite le Rio de la Plata, — sa frontière naturelle, ainsi que ce fleuve est qualifié dans certains documents, — et de prendre le titre d'empire de la Plata, ce qui est l'objet de ses rêves. D'ailleurs, la frontière de l'Uruguay est l'unique point vulnérable du Brésil. S'en emparer, tel est, pour l'empire, ainsi que le constatent des aveux officiels, le but de sa politique séculaire et la garantie de sa sécurité.

Aujourd'hui, le Brésil nie toute intention de conquête. — Mais qui donc a jamais avoué intention pareille avant de l'accomplir? — Parmi les conquêtes que l'histoire enregistre, en est-il une qui ait débuté autrement que par la revendication d'un droit plus ou moins légitime? Par cette revendication on acquiert un avantage que l'on conserve, au nom de la sécurité nationale, jusqu'à l'heureux moment où l'on pourra proclamer le *fait accompli;* puis les autres puissances finissent par accorder leur sanction, et cette sanction, souvent involontaire et donnée à contre-cœur, n'en devient pas moins la base d'un nouveau droit public.

Encouragé par l'abstention de l'Europe dans le drame des duchés de l'Elbe, le Brésil ne s'est-il pas proposé de se faire la Prusse du Slesvig-Holstein de

la Plata? Grâce à l'occupation, il ne serait pas difficile de soulever contre la confédération voisine de nouvelles difficultés au sujet de l'organisation qu'il faut donner au pays conquis et du maître qui le gouvernera. Dans une future discussion de ce genre, ce ne serait certainement pas Buenos-Ayres qui l'emporterait sur le Brésil. Pourquoi donc cette ville garde-t-elle la neutralité sans oser prendre parti dans la lutte? C'est que la petite politique des mesquines rivalités et des intérêts passagers l'empêche de comprendre la politique grande et généreuse de la justice. C'est ce que nous allons montrer dans le chapitre suivant.

CHAPITRE III

LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE

I

Neutralité apparente, hostilité réelle.

Devant cette attitude du Brésil, désastreuse pour l'indépendance de la Bande Orientale, comment expliquer la neutralité du gouvernement argentin, qui, en vertu des traités de 1828, est tenu de garantir l'autonomie de l'Uruguay contre les attaques de l'empire? D'ailleurs, si ces traités formels n'existaient pas, le devoir des Argentins n'en serait-il pas moins de protéger la république orientale? N'ont-ils pas un intérêt de premier ordre à sauvegarder les provinces de l'intérieur, à ne pas laisser tomber la clef de la navigation des grands fleuves entre les mains du Brésil, l'ennemi naturel et héréditaire des nations de la Plata? Il est donc nécessaire d'exposer les raisons

mystérieuses de cette neutralité, car autrement il serait impossible de comprendre les événements politiques dont les bords de la Plata sont aujourd'hui le théâtre.

Toutes les questions se confondent et s'obscurcissent parce que l'on part d'un fait qui n'existe pas, la neutralité du gouvernement argentin. Ceux qui ont envoyé Flores et qui ont appelé les Brésiliens sur le territoire de la Bande Orientale ne peuvent être des neutres : ce sont des belligérants. Lorsque Flores, venant de Buenos-Ayres, eut débarqué sur le sol de l'Uruguay, ce n'est point à l'empereur du Brésil, mais bien au président Mitre, que s'adressèrent les membres du corps diplomatique pour demander des explications au sujet de cette aggression, attribuée dès le premier jour par l'opinion publique au gouvernement Argentin. Une parole, la simple mention du traité de 1828, eût suffi au président Mitre pour que le Brésil n'osât pas envahir la Bande Orientale ; mais cette parole n'a pas été prononcée, et, quoi qu'on en dise, c'est avec l'assentiment de Buenos-Ayres que l'invasion s'est accomplie.

Il importe de savoir comment et pourquoi ce dernier belligérant se couvre du manteau de la neutralité. Il faut expliquer aussi comment la guerre que Buenos-Ayres suscite aujourd'hui pour la confier sous main à une autre nation, contraste avec cette lutte de 1826, qui devait se terminer, deux ans plus tard, par un traité en vertu duquel le Brésil et la république Argentine abandonnaient également leurs prétentions sur la

Bande Orientale et se constituaient réciproquement les garants de l'indépendance du pays.

Toutefois, pour comprendre l'état de choses qui s'appelle la *neutralité* de la république Argentine dans la guerre de l'Uruguay, il faut commencer par définir ce qu'est aujourd'hui cette république elle-même, et quels sont les intérêts et les projets politiques engagés dans le conflit actuel.

La république Argentine n'est plus le pays unitaire qui, en 1825, disputait la Bande Orientale au Brésil par la force des armes, afin de maintenir son intégrité traditionnelle. De nos jours, c'est une fédération de deux pays, représentant chacun l'un des deux grands partis qui n'ont cessé de lutter pour la prépondérance : d'un côté, c'est Buenos-Ayres ; de l'autre côté, ce sont les provinces. Si l'on ne prend pour point de départ cette division de la république en deux pays, on ne pourra comprendre aucune des questions qui ont rapport à la politique intérieure ou extérieure des Argentins. Ce ne sont pas simplement deux partis qui se partagent le territoire, ce sont en réalité deux nations.

En 1825, la république Argentine tout entière était en guerre contre le Brésil, et seul, le parti local de Buenos-Ayres, représenté par le gouverneur Las Heras, était contraire aux hostilités. Dans la lutte actuelle, la confédération, loin de prendre parti contre le Brésil, est en réalité divisée contre elle-même. C'est là un fait qui peut sembler un paradoxe aujourd'hui, mais

qui ne peut manquer d'être bientôt visible à tous les regards.

La guerre de 1825 avait pour but d'arracher la Bande Orientale au Brésil pour la réincorporer dans la république Argentine avec les autres provinces appartenant à la même race; maintenant il importe peu au gouvernement de Buenos-Ayres que le Brésil s'empare de l'Uruguay et parvienne à s'y maintenir.

Le traité de 1828, national dans son objet comme l'avait été la guerre à laquelle il mit fin, a cessé d'être la règle de la politique locale de Buenos-Ayres. Les conditions intérieures de la république ayant changé, les bases de la politique extérieure se sont modifiées en proportion. Le traité de 1828 a disparu pour Buenos-Ayres en même temps que les intérêts qui lui avaient donné naissance. Il en reste seulement la clause par laquelle les Argentins renoncent à la possession de la Bande Orientale.

L'alliance conclue par le Brésil en 1851 avec l'un des partis qui se disputaient le pouvoir dans la confédération Argentine était tout à fait contraire à l'esprit de la convention de 1828 et modifiait complétement la politique de la république dans ses relations avec l'empire. Ce traité, substituant le droit d'intervention au principe de non-intervention qui avait prévalu en 1828, est le point de départ de toutes les nouvelles ingérences du Brésil dans les régions de la Plata. En vertu de cette convention et d'autres du même genre, l'empire brésilien a désormais érigé en un système permanent sa participation

et sa complicité dans les guerres civiles des pays dont il convoite les beaux territoires. Après avoir reconnu l'indépendance du Paraguay en 1842, afin de contribuer pour sa part au démembrement de la république Argentine, le gouvernement brésilien s'occupa de conclure une alliance avec le parti de Buenos-Ayres pour attaquer les *unitaires* des provinces et les *colorados*, et cette alliance fut en effet signée à Rio-de-Janeiro le 24 mars 1843. Toutefois Rosas, qui voulait réduire la Bande Orientale, mais non la conquérir, craignit que le prix de l'alliance avec le Brésil ne fût un partage d'influence, et ne ratifia pas le traité signé par son ministre. La convention que l'empire n'avait pu conclure avec Rosas contre les provinces Argentines, il la conclut plus tard, en 1851, avec les provinces contre Rosas; et maintenant il cherche à l'employer de nouveau pour la retourner contre ses anciens alliés avec l'appui secret de la métropole de la Plata.

Ainsi la politique inaugurée en 1851 par le Brésil et suivie maintenant par Buenos-Ayres, ainsi que le proclament ses journaux et que le démontre son attitude, est loin d'être une garantie pour l'indépendance de la Bande Orientale; elle constitue au contraire le plus grand danger qui menace l'autonomie de cette république. Il importe peu au gouvernement du général Mitre que la Bande Orientale appartienne au Brésil, pourvu qu'il lui soit permis de traverser ce territoire pour attaquer au besoin les provinces Argentines et les soumettre à la prépondérance de la métro-

pole. Que l'Uruguay soit indépendant ou soumis aux Brésiliens, il suffit qu'il serve d'allié au parti de Buenos-Ayres et l'aide à consolider indéfiniment sa domination.

Telle est la raison pour laquelle la première cité de la Plata, loin de rester neutre dans la guerre qui désole l'Uruguay, est virtuellement liguée avec le Brésil. Le gouvernement de Buenos-Ayres, qui prétend observer religieusement les devoirs de la neutralité, n'est autre chose qu'un belligérant, mais un belligérant masqué. Il n'intervient plus maintenant en faveur des intérêts argentins, auxquels le traité de 1828, assurant l'indépendance de l'Uruguay, servait de sauvegarde; il prend part à la lutte en vue d'autres intérêts, qui sont en grande partie contraires à ceux de la nation; dans la guerre actuelle de la Bande Orientale, comme en toutes choses, il voit uniquement l'intérêt local de Buenos-Ayres. Telle est la politique de cette faction qui s'appelle le gouvernement national de la république Argentine.

II

Une nation en apparence. deux nations en réalité.

Étudions maintenant les motifs qui ont déterminé ce gouvernement, belligérant de fait, à se couvrir du manteau de la neutralité.

Nous avons dit que Buenos-Ayres et les provinces Argentines constituent, pour ainsi dire, deux pays étrangers l'un à l'autre. La scission morale provenant de ce que l'un des pays est exploité par l'autre, une profonde inimitié transforme les deux peuples en deux adversaires, au sein même de l'union ou fédération qui les relie uniquement afin de faciliter l'exploitation du plus faible.

Ce fait est prouvé de la manière la plus incontestable par toute l'histoire moderne des Argentins, qui n'est autre chose qu'une lutte de cinquante années entre Buenos-Ayres d'une part et les provinces de l'autre. Il en existait récemment un témoignage en Europe par la présence de deux légations argentines à Paris.

Aujourd'hui les pactes mêmes au moyen desquels on cherche à pallier le fait de la séparation servent à le constater. Les deux pays sont entrés dans une ligue qui les rapproche sans les unir ni les confondre. L'existence même de ces pactes, dits de novembre et de juin, prouve celle des deux parties contractantes; d'ailleurs, ils ont été incorporés dans le texte même de la constitution (art. 104), réformée en vertu de ces conventions dans le sens d'un démembrement national. D'après ce texte, il est certain que le contrat a été formé, non entre les unitaires et les fédéraux, mais entre Buenos-Ayres et les provinces de la fédération. La ligue n'est pas celle de deux partis, mais celle de deux peuples qui restent jusqu'à un certain point indépendants au sein même de l'union. Le lien

fédéral ne fait que rapprocher deux états souverains, représentés par une espèce de congrès international ou de diète, semblable à celle de la confédération germanique et n'excluant nullement l'existence de deux trésors, deux dettes, deux crédits publics, deux impôts, deux causes distinctes, deux patriotismes, en un mot deux patries. La conséquence naturelle de cet état de choses est que les deux fractions des Argentins ont leur politique et leur diplomatie, non-seulement différentes, mais aussi contradictoires. Chacun des deux alliés est virtuellement l'antagoniste de l'autre; ce qui est ici patriotisme, est là-bas haute trahison.

Cette division ayant pour résultat l'avantage exclusif et absolu de Buenos-Ayres, il serait insensé de ne pas y voir uniquement son œuvre. C'est elle, nouvelle métropole, qui a créé et qui maintient la séparation de la république Argentine en deux pays distincts, l'un tributaire, l'autre privilégié; celui-ci, pourvu de garanties qui lui assurent la conservation de toute son opulence; le premier, exposé à toutes les misères.

Récemment, les provinces ont combattu pendant dix années pour en finir avec cette division politique et consolider le pays tout entier dans une fédération de bonne foi. La meilleure preuve de ce fait est le document officiel le plus important, c'est-à-dire la constitution de 1853, que les provinces ont rédigée sans le concours de Buenos-Ayres et par laquelle ils ont déclaré cette ville capitale de la république (art. 3).

Quant à Buenos-Ayres, elle a, de son côté, lutté pen-

dant quarante années pour ne pas se fondre avec les provinces et former avec elles une seule et même nation. Les faits officiels qui le prouvent sont au nombre de trois. Ce sont le pacte de novembre, celui de juin et la constitution réformée, par lesquels Buenos-Ayres a réclamé et obtenu de n'être plus la capitale de la république et de faire partie intégrante de la province qui porte son nom.

Maintenir ou restaurer l'état de choses qui donne tout à Buenos-Ayres et ne laisse rien aux provinces, tel était le but de la dernière guerre, qui se termina par la bataille de Pavon, dans laquelle le général victorieux Mitre avait à ses ordres le général Flores, agissant en qualité d'officier de Buenos-Ayres.

Assurer et compléter les résultats de cette victoire dans la guerre future, que les causes toujours existantes des anciennes dissensions ne peuvent manquer de faire éclater tôt ou tard, telle est la véritable raison de la campagne entreprise dans la Bande Orientale et confiée à l'ancien officier du général Mitre, à celui qui l'accompagnait dans les batailles de Cepeda et de Pavon, livrées contre l'armée des Argentins.

La résistance des provinces est provisoirement neutralisée par deux questions pendantes dont on attend la solution définitive. Ces deux questions sont relatives au choix d'une capitale permanente de la république et à la garantie du budget provincial de Buenos-Ayres; mais en réalité ce ne sont là que les deux faces d'une seule et même question : celle du trésor fédéral dont

la nation est dépouillée au profit presque exclusif de la province principale.

Cette injuste répartition des ressources nationales s'accomplit avec une apparence de légalité par suite de l'engagement qu'ont pris les provinces de garantir les dépenses locales de Buenos-Ayres par la totalité des recettes afférant à la nation. Or, ce budget provincial égalant en réalité l'importance de tous les revenus nationaux, il résulte de cette garantie, telle que l'interprète Buenos-Ayres, une insolvabilité complète pour les autres provinces.

La métropole de la Plata exigea et obtint cette garantie de son budget comme condition de sa rentrée dans l'union fédérale. Un arrangement formel fut conclu à cet effet, et le Paraguay, accepté comme médiateur entre les deux parties, se porta garant de l'exécution du contrat. Cet arrangement avait suivi la bataille de Cepeda, gagnée par les forces provinciales sur celles de Buenos-Ayres; mais la bataille de Pavon, dont l'issue fut favorable aux troupes de la métropole, fit de celle-ci le seul interprète de la convention, et c'est à son avantage exclusif qu'elle en expliqua les clauses. Ce n'est point la convention en elle-même, c'est l'interprétation qui est mauvaise. D'ailleurs, la garantie donnée par le pacte de novembre est encore bien plus assurée par la constitution que Buenos-Ayres a fait réformer dans le même sens. La convention accordait cette garantie pour cinq années; la constitution la donne pour toujours. La convention ne la donnait que de nom; la constitution la rend plus efficace en

l'appuyant sur un fait réel, positif, à savoir, l'intégrité de la province de Buenos-Ayres. En vertu de ce fait, la cité avec le port, la douane et le trésor des provinces, cesse d'être la capitale et la propriété de la nation pour devenir chef-lieu et partie intégrante de la province de Buenos-Ayres.

Tant que la cité appartient à la province du même nom et que celle-ci fait elle-même partie de la confédération, le budget provincial de Buenos-Ayres doit être garanti par la totalité des revenus nationaux : c'est ainsi que se passaient les choses avant l'adoption du pacte de novembre et la réforme de la constitution ; c'est ainsi qu'elles doivent se passer également dans l'avenir en vertu de ces lois. Les provinces comprendront ce système d'exploitation lorsque la convention sera prorogée de cinq, dix, quinze années, et que la garantie du budget de Buenos-Ayres sera maintenue pour la ruine de la nation. Alors les réclamations se feront entendre de toutes parts, et la métropole devra combattre de nouveau pour défendre ses actes d'usurpation et pour continuer de faire partie de l'union fédérale, tout en conservant, comme sa propriété particulière, le port, qui est la source des richesses de toute la nation.

En prévision de cette lutte inévitable, non moins certaine que le retour des astres et des saisons, le gouvernement du général Mitre s'occupe de chercher des alliés étrangers, car dans la république elle-même il trouverait seulement des victimes de ses prétendues réformes constitutionnelles. Tel est, au point de

vue argentin, le vrai sens de la révolution et de la guerre de l'Uruguay. En donnant à Flores la présidence de cette république, le général Mitre acquiert en lui un auxiliaire; par son alliance avec l'empire brésilien, il rend en même temps le triomphe de Flores plus probable et s'assure, dans la suite, une coopération des plus précieuses, lorsque les événements de la Bande Orientale auront leur contre-coup dans les provinces Argentines et au Paraguay.

Ainsi la guerre de l'Uruguay est pour le gouvernement du général Mitre, comme elle le fut pour Rosas, un simple épisode des discordes civiles qui séparent en deux parties la confédération Argentine.

Personne ne reste neutre dans cette guerre civile, car tous en comprennent d'instinct le véritable sens. Chacun des belligérants de la Bande Orientale représente, comme un champion, les intérêts de l'une des deux parties de la confédération, et tous les Argentins contemplent la guerre de l'Uruguay avec l'anxiété naturelle à ceux qui voient se débattre leur propre cause.

Mais quelle est donc la raison de cette impassibilité apparente du général Mitre que l'on prend pour une preuve de neutralité?

Buenos-Ayres étant responsable de l'expédition de Flores, qu'elle a envoyée sur le territoire de l'Uruguay, et de l'intervention du Brésil, qu'elle a conseillée, tout le monde comprend que la Bande Orientale est seulement le chemin, et que les provinces et le Para-

guay sont le but. C'est là l'ancien itinéraire qu'ont suivi les Espagnols, puis les patriotes de 1810 et tous les gouvernements de Buenos-Ayres qui se sont succédé depuis la guerre de l'indépendance. Tous savent parfaitement que la guerre de l'Uruguay est une guerre entre Argentins dans son origine aussi bien que dans ses résultats futurs. Toutefois le général Mitre ne marche pas résolûment à la bataille, et cela par des motifs qui donnent à son hostilité contre les provinces une force doublement efficace.

S'il déclarait la guerre à la Bande Orientale, ce serait en réalité la guerre aux provinces de la Plata dont il est le président. Il irait les attaquer à Montevideo; mais dans l'intervalle il pourrait être assailli lui-même à Buenos-Ayres, et le contre-coup de la guerre de l'Uruguay se ferait ressentir avant le temps opportun à l'endroit où elle a été préparée.

Le général Mitre ne sortira donc pas de son immobilité tant que son chemin et sa base d'opérations contre les provinces ne seront pas assurés par la conquête de l'Uruguay. Il reste impassible, et par son repos il oblige les provinces à garder la même attitude, puisqu'il ne leur donne aucun motif apparent de s'alarmer; en même temps il enlève au Paraguay un allié dont le concours serait décisif dans les circonstances actuelles et sauverait la Bande Orientale; enfin, il amène les puissances étrangères, qui le croient neutre dans la lutte, à garder elles-mêmes une neutralité irréfléchie qui les fait coopérer ainsi d'une manière indirecte au triomphe de Flores. Et pourtant

c'est le gouvernement argentin qui, en vertu des traités, devrait être le garant de l'indépendance des Orientaux.

III

Le prétendu gouvernement national Argentin est en réalité le gouvernement de Buenos-Ayres.

« Mais, dira-t-on, le général Mitre est le président de la république Argentine et non le gouverneur de Buenos-Ayres ; il administre la nation et non la province. C'est au chef de la confédération et non au gouvernement provincial qu'est remis le soin de la politique extérieure du pays. C'est de la neutralité argentine et non de la neutralité de Buenos-Ayres qu'il s'agit. »

C'est par de semblables arguments qu'on soutient contre l'évidence des faits que la neutralité du gouvernement de la Plata est une neutralité de bonne foi. Il est donc nécessaire, pour achever de faire comprendre quelle peut être cette prétendue neutralité, de donner une seconde définition, celle du gouvernement de la république Argentine.

C'est à la simple histoire de ses origines et de son organisation de nous apprendre ce qu'est actuellement le pouvoir dirigeant de la république. Le gouvernement national Argentin, aussi bien que la république Argentine elle-même, est un symbole, une abstraction,

un mythe. Nous ne voulons pas dire par là que le général Mitre n'existe pas ou qu'il n'est investi d'aucun pouvoir réel; mais nous disons seulement que ce pouvoir manque absolument de tout caractère national. En réalité, il n'y a point de gouvernement Argentin parce qu'il n'y a pas de république dans le vrai sens qu'on donnait autrefois à cette dénomination.

Ce qu'il y a de curieux, c'est que le destructeur du gouvernement national Argentin est ce même général Mitre qui est chargé par la constitution de faire respecter les lois de la république. Des deux peuples qui constituent la confédération quasi-internationale appelée république Argentine, l'un, le peuple vaincu, est gouverné par le peuple conquérant. Les provinces sont gouvernées par Buenos-Ayres comme aux temps de Rosas et de ses prédécesseurs; elles sont soumises à un pouvoir plus redoutable encore que s'il était étranger, c'est-à-dire à une faction rivale et hostile. Des compatriotes leur enlèvent les droits et les richesses que l'étranger respecterait.

Tout le mécanisme au moyen duquel on a restauré le système dit de Rosas, c'est-à-dire la confiscation du trésor national au profit de Buenos-Ayres, consiste à dissimuler ou même à cacher entièrement le fait qu'il n'y a point en réalité de gouvernement général. On atteint ce résultat en divisant le gouvernement provincial de Buenos-Ayres en deux corps ou départements qui semblent, au premier abord, être deux gouvernements distincts, mais qui sont en réalité deux sections d'un seul et même gouvernement local.

Un de ces départements est celui que dirige le général Mitre et qui porte le nom de gouvernement national Argentin. C'est là une pure fiction, des plus ingénieuses, il est vrai ; mais elle n'empêche pas que le pays soit privé de toute direction générale et livré aux déplorables conséquences de cet état d'anarchie. De là proviennent les invasions des Indiens et les mépris de l'étranger. Jamais le Brésil n'a trouvé dans la république Argentine un gouvernement qui se prêtât plus facilement à ses plans ambitieux. Le désert de la Patagonie s'agrandit au lieu de diminuer. Il ne manque pas de projets pour la colonisation du territoire jusqu'au Rio-Negro, mais on semble attendre pour les réaliser que les provinces, ravagées par les Indiens, aient été transformées en une solitude absolue. Alors, appuyé sur ces nouveaux déserts, le gouvernement Argentin s'occupera sans doute de coloniser le désert du sud. N'a-t-on pas lu dans un message présidentiel que les Indiens commencent à comprendre l'importance des chemins de fer, et que sur les chantiers ils rivalisent d'activité avec les *Yankees* les plus laborieux ?

Le gouvernement qui réside à Buenos-Ayres est national, comme l'ancien conseil des Indes de Madrid était américain. Autant vaut dire aussi que les cortès espagnoles réunies à Cadix au commencement de ce siècle constituaient un gouvernement colombien, parce qu'elles avaient admis un certain nombre de députés du nouveau monde.

La meilleure description que l'on puisse donner de ce gouvernement dit national est la simple histoire de son origine.

IV

Les deux gouvernements n'en forment en réalité qu'un seul.

Le général Mitre a successivement dirigé la réforme constitutionnelle et la guerre qui avaient toutes les deux pour but de renverser et de détruire le gouvernement national, siégeant alors à Paranà, et de confisquer tous les revenus du peuple au profit du gouvernement provincial de Buenos-Ayres. La réforme décentralisa le pouvoir national au point de l'annuler presque entièrement; la guerre fit le reste. Cette double révolution s'accomplit durant l'administration du général Mitre comme gouverneur de Buenos-Ayres, de sorte qu'en accroissant le pouvoir gubernatorial de tout ce qu'il enlevait à la présidence de la confédération, il accroissait d'autant sa propre autorité.

Ces changements étaient à peine accomplis, qu'en vertu de la constitution provinciale de Buenos-Ayres, le général Mitre perdait ces hautes fonctions de gouverneur auxquelles il venait d'ajouter la direction suprême des affaires nationales. Toutefois était-il bien équitable qu'après avoir rendu un pareil service à

Buenos-Ayres, le bienfaiteur de la cité rentrât obscurément dans la vie privée?

Le biographe du général Belgrano, ce Washington de la Plata, a trouvé l'abnégation de son héros plus facile à louer qu'à imiter. Quel titre pouvait-il recevoir après avoir eu celui de gouverneur de Buenos-Ayres? Évidemment celui de président de la république; mais les fonctions présidentielles ayant été tout récemment réduites par le général Mitre à n'être plus qu'une ombre de pouvoir, le nouveau président eût été la première victime de sa propre réforme, si un changement en sens inverse n'avait ramené un état de choses analogue à l'ancien. C'est en effet la tentative qu'il essaya, et qui réussit en partie. Voici comment les choses se passèrent.

Ne voulant pas être président sans pouvoir et ne pouvant plus être gouverneur tout-puissant, le général Mitre imagina une combinaison qui devait lui assurer à la fois l'autorité morale d'un président de la nation et le pouvoir effectif d'un gouverneur de Buenos-Ayres. Cette combinaison consistait à transformer en capitale de la république toute la province de Buenos-Ayres pour cinq ans, c'est-à-dire pour la durée légale de la présidence. Faire ainsi de la province tout entière une capitale de la nation, c'était supprimer le gouverneur et donner au président la direction unique de la province. Toutefois le gouvernement local de Buenos-Ayres ne vit pas la nécessité de disparaître pour plaire au vainqueur de Pavon, et celui-ci, ne

pouvant s'emparer de tout le pouvoir, se contenta d'en prendre la moitié.

Pour arriver à la conciliation des deux tendances rivales, il fallut avoir recours à un compromis. En vertu de cette transaction, l'administration provinciale de Buenos-Ayres fut divisée en deux départements, dont l'un conserva le nom de gouvernement *provincial*, tandis que l'autre devint le gouvernement *national*, à la condition, bien entendu, qu'il administrerait la nation par Buenos-Ayres, avec Buenos-Ayres et au profit de Buenos-Ayres.

A cet effet les deux gouvernements siégent dans la métropole et leur juridiction s'exerce également sur la cité, à la condition de profiter exclusivement à la province de Buenos-Ayres. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, le gouvernement local remet les revenus de la douane, en tant que propriété de tous les Argentins, au gouvernement national ; mais celui-ci les rend à son tour au gouvernement local pour être affectés d'une manière exclusive au budget de la province que la nation a garanti.

Buenos-Ayres paraît être fière d'avoir remporté sur les provinces sœurs ce triomphe qui ferait douter du bon sens des Argentins. Toutefois, le général Mitre a fait payer cher cette victoire à la cité par la division du gouvernement local en deux départements dont il s'est réservé l'un; ce fractionnement a eu pour contre-coup la division de la province elle-même en deux partis qui n'existaient pas autrefois, le parti des *crus* (*crudos*) et celui des *cuits* (*cocidos*). Ainsi, une

nouvelle cause d'anarchie s'est ajoutée dans la province à celles qui bouleversaient déjà la nation.

C'est pour contenir les provinces, dépouillées en faveur de Buenos-Ayres, et cette ville elle-même, dépouillée partiellement par le pouvoir présidentiel, que celui-ci cherche maintenant des auxiliaires; c'est pour cette raison que le général Mitre s'allie de fait au Brésil et tente d'installer un nouveau gouvernement de l'Uruguay, de concert avec les forces impériales et à frais communs.

En effet, ces alliances ne sont pas moins dirigées contre Buenos-Ayres qu'elles ne le sont contre les provinces. Le pouvoir qui tente de se consolider par de semblables moyens est un pouvoir artificiel, sans caractère propre, manquant de racines dans le pays, organisé pour le seul intérêt de ceux qui l'exercent au détriment de la nation Argentine et même de Buenos-Ayres. La république n'a pas de gouvernement et la province-capitale en a un de trop. Dans le pays, la tranquillité publique est menacée par l'anarchie, à Buenos-Ayres par la surabondance de gouvernements.

Telle est la raison pour laquelle le général Mitre ne se hasarde à donner au Brésil ni l'appui matériel de son armée, ni sa coopération morale franchement avouée. S'il prêtait le drapeau Argentin, ses soldats devraient le suivre; mais qu'il envoie ses troupes à l'extérieur et il se trouve aussitôt à la merci des trois ennemis de l'intérieur : les Indiens, les provinciaux et les *crudos*.

Ainsi la neutralité du gouvernement Argentin n'est autre chose que l'impuissance transformée en stratégie : c'est le seul moyen qui lui reste de continuer la guerre qu'il a suscitée lui-même par des machinations souterraines, en lançant Flores contre l'Uruguay et en consentant à l'intervention du Brésil.

De même que la neutralité, l'offre de médiation était tout simplement une mesure de guerre contre la Bande Orientale. Le Brésil, de même que Buenos-Ayres, s'est aussi tout d'abord donné comme médiateur, puis il est devenu l'allié de l'un des belligérants, et maintenant il prend lui-même part à cette lutte, dans l'issue de laquelle il affectait d'être complétement désintéressé.

CHAPITRE IV

LE PARAGUAY

Cette république, de même que la Bande Orientale, a le Brésil et Buenos-Ayres pour adversaires naturels à cause de différents griefs provenant tous de la situation géographique de la contrée. Nous étudierons successivement quels sont les intérêts du Paraguay relativement aux trois autres états qui nous occupent.

I

Le Paraguay et le Brésil.

La république du Paraguay est enclavée entre le territoire brésilien et deux grands fleuves. Ces cours d'eau, le Paranà et le Paraguay, appartiennent au Brésil dans leur partie supérieure; mais ils arrosent des deux côtés le sol de la république dans presque toute la partie navigable de leur développement et

jusqu'à la jonction de leurs eaux, en amont de Corrientes. Ainsi le Paraguay tient pour ainsi dire les clefs des deux grandes portes intérieures du Brésil.

La possession de la Bande Orientale est nécessaire à la sécurité de l'empire, parce que Montevideo surveille l'embouchure du Rio de la Plata. Le territoire du Paraguay ne serait pas moins utile à son puissant voisin, parce que cette république possède la magnifique rivière qui est l'unique voie de communication entre l'extérieur du Brésil et sa capitale, Rio-de-Janeiro.

Par sa position géographique, la république du Paraguay est, on peut le dire, enfoncée comme un coin dans le cœur du Brésil. Et cette république indépendante et souveraine n'est point, comme la Bolivie, isolée du reste du monde ; elle est au contraire en relations directes avec l'Europe par ses puissantes rivières, librement ouvertes au commerce comme l'océan lui-même.

C'est donc par la voie des eaux fluviales de cette république, et munis de sa gracieuse permission, que passent les mandataires partis de Rio-de-Janeiro avant que les décrets impériaux dont ils sont porteurs puissent devenir des lois dans les provinces de Matto-Grosso et de Paranà. Et ce n'est pas seulement, nous l'avons déjà dit, parce que le fleuve Paraguay est le meilleur ou le plus court chemin entre ces deux points extrêmes de l'empire, mais bien parce qu'il est l'unique voie de communication. Par terre, l'espace sauvage et désert qui sépare les

deux pays, présente de tels obstacle aux voyageurs que Cuyabà, capitale du Matto-Grosso, est en ré lité plus éloignée de Rio-de-Janeiro que Téhéran l'est de Paris.

La province brésilienne de Matto-Grosso n'a d'autre lien la rattachant au reste du Brésil que le fleuve Paraguay, l'unique chemin de Rio-de-Janeiro. Le cours du Paraguay est donc nécessaire à l'intégrité de l'empire brésilien, et cela par un double motif. En premier lieu, la possession du fleuve assurerait aux impériaux la conservation définitive des provinces supérieures; puis elle leur donnerait de plus le territoire du Paraguay et celui des provinces Argentines de Corrientes et d'Entre-Rios, situées à l'est du Paranà, qui continue au sud le cours du Paraguay. Bien plus, prendre ce fleuve pour limite occidentale, ce serait en même temps, de la part du Brésil, s'emparer des embouchures du Vermejo et du Pilcomayo, rivières navigables qui se déversent toutes les deux dans le Paraguay à des latitudes où la république de ce nom est propriétaire absolue des deux rives fluviales. Au seizième siècle, on utilisait ces voies de communication entre les Andes boliviennes et les régions de la Plata. Pourquoi ne les emploierait-on pas de nouveau dans ce siècle de la vapeur?

La république du Paraguay, état souverain placé en face des provinces intérieures du Brésil, est le héraut naturel, qui annonce la régénération de ces pays par le commerce libre avec le reste du monde. Le simple fait de son existence au cœur même

de l'Amérique est un commencement de révolution contre le régime colonial que le Brésil a conservé dans les provinces de Matto-Grosso et de Rio-Grande, aux dépens de la civilisation des habitants et de leurs relations commerciales avec l'Europe.

L'indépendance du Paraguay amènera tôt ou tard et par la seule force des choses l'indépendance du Rio-Grande, de Matto-Grosso et des autres provinces limitrophes. La république du Paraguay elle-même ne pourrait en rien empêcher l'influence que doit naturellement produire son exemple.

Les affluents de la Plata, le Paraguay, le Paranà et l'Uruguay, unissent si fortement dans une destinée commune les provinces méridionales du Brésil et les contrées Argentines des grands bassins fluviaux, que si l'empire ne parvient pas à annexer ces régions à son territoire, les provinces intérieures du Brésil auront à se séparer du reste de la monarchie avant un demi-siècle afin d'entrer dans la famille des nations de la Plata. Il faut que ces contrées deviennent toutes également libres par leurs échanges directs avec le reste du monde, ou bien qu'elles gémissent ensemble dans un triste isolement.

En suscitant la guerre dans les pays voisins, le Brésil a oublié que son propre démembrement peut être le résultat de son imprudence. L'unité de la monarchie brésilienne serait-elle par hasard plus invulnérable que ne l'était celle de la grande république anglo-saxonne? Si soixante-dix années d'une prospérité sans exemple n'ont pas préservé les États-Unis du

péril immense qui vient de menacer leur intégrité, l'empire du Brésil serait-il donc à l'abri du danger à cause de son existence de quarante années?

Les empiétements graduels au moyen desquels le Brésil cherche à s'annexer peu à peu le territoire des républiques de la Plata introduiront peu à peu dans le sein de l'empire les ferments révolutionnaires qu'il essaye maintenant de développer chez ses voisins. Si les Brésiliens ont l'avantage matériel par le nombre des soldats, les habitants du Paraguay retrouvent leur supériorité sur le terrain des principes et des intérêts généraux. Quel que soit le système de gouvernement intérieur de cette république, il n'en est pas moins vrai que le Paraguay essaye actuellement d'entrer de plain-pied dans la famille des nations civilisées où les peuples jeunes s'élèvent et s'améliorent sans difficulté. A ceux qui lui donnent le nom de *Chine de l'Amérique*, cette république répond en abattant les murailles qui l'isolaient autrefois, et que ses ennemis, les soi-disant libéraux, s'efforcent de maintenir, et, s'il est possible, de reconstruire plus hautes encore. En mettant son pays sous le séquestre, le docteur Francia servait le monopole de Buenos-Ayres. A peine la dictature avait-elle pris fin que le Paraguay essaya d'entrer en relations commerciales avec le reste du monde; mais le gouvernement de Buenos-Ayres s'y opposa et l'empêcha, en 1842, de se départir de l'antique système d'isolement; maintenant ce sont précisément ceux

qui s'obstinent à l'enfermer qui lui reprochent de n'être pas libre.

Quoi qu'on en dise, le Paraguay représente la civilisation, car il réagit contre les traditions du monopole colonial pour la liberté des fleuves, pour l'émancipation des contrées méditerranéennes de la Plata, pour le grand principe des nationalités, pour l'équilibre politique des pays Argentins et de toute l'Amérique du sud. Les diverses républiques hispano-américaines, à l'exception du Chili, étant limitrophes du Brésil, chaque triomphe du Paraguay sera une victoire pour toutes les nations sœurs, et chaque empiétement du Brésil sera pour elles une diminution de puissance dans l'équilibre général de l'Amérique.

La lutte actuelle entreprise par le Paraguay contre les prétentions rétrogrades du Brésil et de Buenos-Ayres est la dernière phase de la révolution inaugurée en mai 1810. Portant haut son étendard et se faisant le champion des libertés de l'Amérique intérieure, la jeune république rend aujourd'hui aux contrées de la Plata la visite que lui fit le général Belgrano en 1811 pour y proclamer la déchéance du régime colonial.

L'œuvre que Bolivar reçut des mains de San-Martin et qu'il continua jusqu'à la victoire d'Ayacucho, est échue maintenant au « chef suprême » du Paraguay. Porter la révolution au cœur du Brésil, tel fut toujours le rêve de Bolivar, mais il n'eut pas la joie de le réaliser, à cause de la jalousie de Buenos-Ayres. Plus tard, Rivadavia reprit cette idée, mais lui aussi échoua contre la résistance de la même cité, qui fit la paix

avec le Brésil en renonçant à la Bande Orientale. C'est donc au général Lopez. né non loin des Missions, berceau de San-Martin, et sur les confins du pays qui porte le nom de Bolivar, qu'il incombe aujourd'hui d'achever l'œuvre de ces grands hommes dans la province de Rio-Grande, déjà préparée par les hauts faits de Garibaldi.

Rio-de-Janeiro et Buenos-Ayres, en se mettant à la tête de la révolution sur le littoral de l'Amérique, ont eu soin de maintenir à leur profit le vasselage des provinces de l'intérieur. C'est au Paraguay que doit revenir la gloire de mettre fin à ce qui reste de l'ancien régime colonial ; mais pour accomplir cette œuvre il lui faut lutter, non contre les métropoles d'Europe, mais contre d'anciennes colonies, qui avaient été *sous-métropoles* et qui chassèrent d'Amérique les Espagnols et les Portugais, mais uniquement pour les remplacer dans la domination des contrées intérieures du nouveau monde.

Sur le terrain de la guerre proprement dite, la lutte entre le Paraguay et le Brésil est moins inégale que ne se l'imaginent ceux qui jugent de l'importance respective des forces par les dimensions qu'offrent les territoires sur la mappemonde.

Le seul fait de la distance considérable qui sépare le Paraguay de Rio-de-Janeiro, contre de toutes les ressources de l'empire brésilien, est déjà, dans le conflit actuel, un très-grand avantage pour le premier état. Il suffit aux armées paraguayennes de faire un pas pour arracher au Brésil de vastes provinces et pour

frapper dans ces régions reculées un coup, dont l'autorité impériale ne se relèvera pas. Bien que situées sur le même continent, Rio-de-Janeiro et l'Assomption sont en fait deux villes tellement éloignées l'une de l'autre que la guerre doit en quelque sorte devenir pour le Brésil une guerre maritime : c'est par mer et par les voies fluviales, en des régions transatlantiques pour ainsi dire, que doivent être envoyées les expéditions militaires. Autant vaudrait pour les deux capitales être situées sur des continents distincts : entre elles les voies de communication n'existent encore qu'en rêve et sont un pur idéal comme le chemin de fer de Buenos-Ayres à la ville chilienne de Curicò, construit par l'imagination à travers les pampas et les Andes.

Fortifié des deux côtés par des fleuves puissants et couvert de forêts impénétrables, le territoire du Paraguay est une grande citadelle construite par la nature et peut défier les attaques combinées du Brésil et de Buenos-Ayres. En outre, ce pays est défendu par des fortifications militaires qui ne le cèdent à celles d'aucune autre contrée de l'Amérique. Les batteries d'Humaita, dressées sur la rive du fleuve du Paraguay, à une petite distance de son confluent avec le Paranà, sont armées de plus de deux cents grosses pièces d'artillerie, et tout navire qui remonte le fleuve, très-étroit dans cette partie de son cours, est obligé de raser, pour ainsi dire, les gueules des canons, sur l'espace de cinq kilomètres. La ville de l'Assomption est défendue par des batteries non moins importantes;

enfin le fleuve Paraguay est garni d'ouvrages militaires sur un développement total d'environ cinq cents kilomètres.

En 1811, le Paraguay n'avait pas aussi bien pris ses mesures de défense lorsque Buenos-Ayres le fit attaquer par les soldats qui venaient de triompher de deux armées anglaises; néanmoins ces soldats, commandés par l'illustre Belgrano, furent vaincus par les Paraguayens et réduits à capituler.

Si la population du Paraguay est de beaucoup inférieure en nombre à celle du Brésil, elle est du moins plus considérable que celle de la confédération Argentine; elle est plus que double de la population qu'avait cette dernière république en 1825 lorsqu'elle était en guerre contre le Brésil : à cette époque on y comptait seulement six cent mille âmes. D'ailleurs le peuple du Paraguay est libre et homogène; la moitié des habitants n'est pas composée d'esclaves, comme au Brésil.

L'armée du Paraguay, numériquement plus forte que ne l'était l'armée de la république française à la bataille de Marengo, puisqu'elle est composée de soixante mille hommes, est homogène comme la population elle-même, disciplinée comme une armée de vétérans, pleine d'enthousiasme et d'élan comme les jeunes régiments de volontaires dans les premières années de la grande révolution américaine. Sobres, patients et braves, tous les soldats paraguayens savent lire et il est rare d'en trouver qui ne sachent pas écrire et compter. Les armées européennes elles-mêmes n'offrent guère d'exemples semblables.

Le Paraguay n'a pas de dette publique, non qu'il ait jamais manqué de crédit, mais parce que ses ressources lui ont suffi et qu'il a su parfaitement administrer ses finances. Habituée à vivre presque uniquement des produits du sol, la population est à l'épreuve des blocus et des siéges. D'ailleurs elle n'est point divisée en partis hostiles, ce qui enlève au Brésil l'avantage de compter, pour une invasion, sur cette avant-garde naturelle que lui fournit la fatale et continuelle anarchie des autres républiques. Il faudrait que le Brésil intriguât pendant plus de quarante années pour qu'il pût enrégimenter dans le Paraguay des hordes semblables à celles qui servent d'auxiliaires à Flores dans la guerre actuelle de la Bande Orientale.

II

Le Paraguay et Buenos-Ayres.

L'attitude de Buenos-Ayres à l'égard des régions intérieures de la Plata est la même que celle de l'Espagne à l'égard des contrées hispano-américaines. Dans les provinces qui font encore partie de la famille argentine, la métropole de la Plata voit seulement des colonies, et considère comme ses Antilles Entre-Rios et Santa-Fé. Quant aux provinces qui ont cessé d'appartenir au groupe argentin, Buenos-Ayres n'y voit que des pays insurgés dont il reconnaît en paroles l'indépendance, mais sans renoncer à un espoir secret de les revendiquer un jour lorsqu'une occasion favorable se

présentera. Ces pays menacés sont la Bande Orientale, la Bolivie et surtout le Paraguay ; en 1842, après trente années d'autonomie, cette dernière république était formellement qualifiée de province argentine par Buenos-Ayres et son indépendance était contestée.

C'est en 1852 seulement, alors que le gouvernement national siégeait à Paranà, que la république Argentine a reconnu l'indépendance du Paraguay. Toutefois, Buenos-Ayres, qui n'a jamais reconnu le gouvernement argentin, ne manqua pas de protester contre la validité de cet acte. Toute sa politique actuelle tend à l'annuler peu à peu, jusqu'à ce qu'elle puisse, avec l'aide du Brésil, recouvrer ce que les provinces lui ont enlevé, depuis la bataille de Monte-Caseros, également avec le concours de l'empire. La revendication du Paraguay, que Buenos-Ayres ne reconnaît point comme état indépendant en droit, est probablement un des articles secrets de l'alliance conclue avec les impériaux.

Avec ou sans traités, avec ou sans déclaration de principes, et par le seul fait de sa position fluviale, le Paraguay ne peut exister comme état souverain sans la liberté de navigation sur les affluents de la Plata. Aussi est-il, d'instinct, le défenseur de cette liberté, et partie implicite ou explicite dans tous les traités qui la consacrent. Le simple fait de son existence comme état indépendant est un arrêt de mort contre les monopoles traditionnels de Buenos-Ayres dans les provinces riveraines qui sont situées au sud du Paraguay.

Alors que cette république s'était isolée de ses voisines pour ne pas être entraînée dans la guerre civile qui les dévorait, elle put facilement alimenter son budget au moyen de monopoles fiscaux établis sur certaines industries nationales. Mais du moment qu'elle a compris la nécessité de développer sa production et sa richesse dans la même mesure que ses rivales, elle doit offrir au commerce et à l'immigration le libre exercice des industries les plus productives du pays. Après avoir aboli les monopoles, elle ne disposera plus pour son existence de ressources autres que celles qui alimentent plusieurs gouvernements de nations plus puissantes et plus civilisées, les douanes ou impôts sur le travail libre. Le Paraguay marche vers ce nouvel état de choses avec une docilité intelligente à la loi du progrès, et se montre vraiment digne de la grandeur qui l'attend.

Dès qu'il sera entré résolûment dans cette voie, il se heurtera, comme se sont heurtées les provinces Argentines, à la prétention qu'a Buenos-Ayres d'être le port indispensable des contrées de l'intérieur pour leur commerce d'outre-mer. C'est ce qui lui arriva en 1842 déjà, lorsque affranchi de la dictature du docteur Francia, le Paraguay voulut entrer en relations de libre commerce avec l'étranger : Buenos-Ayres lui interdit toute communication avec le dehors. Les conditions et les nécessités de sa nouvelle existence le contraignent aujourd'hui à prendre part à l'ancien litige des provinces Argentines contre la métropole de la Plata. La communauté d'intérêts le rend l'allié naturel de ces

populations, non-seulement pour conquérir les libertés et les ressources dont Buenos-Ayres les a dépouillées, mais encore pour défendre et conserver ces libertés après les avoir reconquises. Cette alliance est une des nécessités permanentes de la politique extérieure des deux états; c'est elle que les provinces Argentines doivent employer comme un levier d'Archimède pour élever l'édifice de leur gouvernement national, en dépit des résistances égoïstes de la métropole.

S'appuyer sur Buenos-Ayres pour vaincre Buenos-Ayres est une absurdité. C'est pourtant sur ce contre-sens que se fonde la politique de ceux des Argentins qui soutiennent aujourd'hui le parti de Buenos-Ayres dans l'espérance qu'il se démettra en leur faveur des armes qu'il emploie contre eux.

Dans une guerre, la province de Buenos-Ayres serait complétement impuissante contre le Paraguay. Après la victoire de Pavon, alors qu'il était à l'apogée de son pouvoir, le général Mitre n'osa point envahir la province d'Entre-Rios ; comment donc oserait-il s'avancer sur le territoire du Paraguay, où succomba l'armée de Belgrano, en 1811 ?

Buenos-Ayres ne pourrait exercer aucune action militaire contre le Paraguay sans s'appuyer sur les provinces Argentines; or, comme ces dernières ne sauraient consentir à se faire les complices de leur propre spoliation et de leur propre asservissement, il faudrait que Buenos-Ayres commençât par conquérir ces mêmes provinces. Tel est aussi l'objet de ses préoccupations, et la guerre que cette ville fait entreprendre dans la

Bande Orientale n'a pas d'autre but que la subjugation des provinces Argentines avec le double appui de Montevideo et du Brésil ; une fois maître de la confédération, elle pourrait ensuite se retourner contre le Paraguay. Les provinces, qui, dès aujourd'hui, se prêteraient à la politique de Buenos-Ayres en attaquant les Paraguayens, joueraient un rôle semblable à celui que remplit Buenos-Ayres au commencement de ce siècle ; en repoussant les invasions des Anglais, cette ville ne fit que rehausser la gloire du roi d'Espagne et contribuer à l'affermissement de sa domination en Amérique.

Buenos-Ayres n'est point un adversaire sérieux du Paraguay, et ne le serait pas davantage pour les provinces Argentines si elles étaient unies en corps de nation. La population du Paraguay, quatre fois plus nombreuse que celle de la province de Buenos-Ayres, est homogène et unanime dans ses sentiments, tandis que les habitants de la métropole sont divisés en deux factions; le Paraguay possède une armée, Buenos-Ayres ne peut pas dire qu'elle en ait une, puisqu'elle ne saurait indiquer d'une manière précise ce qui lui appartient et ce qui est à la confédération Argentine. Ses soldats sont nationaux uniquement parce que la nation les habille, les arme et les paye pour servir Buenos-Ayres.

III

Le Paraguay et la Bande Orientale

Par sa position géographique, Montevideo est au Paraguay ce que le Paraguay est à l'intérieur du Brésil, une porte de communication avec le monde extérieur. Les destins du Paraguay sont si manifestement liés à ceux de la Bande Orientale, que si un jour le Brésil se rendait définitivement maître de ce dernier pays, le Paraguay pourrait déjà se résigner à n'être plus qu'une colonie brésilienne, dût-il même conserver une indépendance nominale

Situées dans le bassin supérieur du Paraguay et du Paranà, les provinces brésiliennes, limitrophes de la république du Paraguay, ne pourront s'empêcher de reconnaître tôt ou tard qu'elles ont à partager le sort de leurs voisins de l'Assomption. Par une raison analogue, le gouvernement Paraguayen se serait montré aveugle à ses intérêts, s'il avait hésité à reconnaître que l'occupation de la Bande Orientale par le Brésil a pour objet de garantir la sécurité des provinces impériales situées au nord du Paraguay, et de s'assurer en même temps la possession du territoire de la république. Après la chute de Montevideo entre les mains des impériaux, le Paraguay ne serait plus qu'une enclave dans l'empire. Aussi ce pays n'a-t-il pu s'empêcher de voir que sa propre indépendance était mise

en danger par l'intervention du Brésil dans la Bande Orientale. S'il a pris en main la cause de Montevideo, c'est que cette cause est la sienne : il fait une guerre essentiellement défensive et conservatrice, bien que les nécessités stratégiques l'aient obligé à dépasser les frontières. Cette communauté d'intérêts est encore démontrée par le manifeste dans lequel le cabinet de Saint-Christophe vient d'annoncer aux puissances étrangères sa détermination de faire la guerre au Paraguay. M. Paranhos reconnaît que « la question des limites est la cause principale de la lutte. » La république réclame comme frontière septentrionale de son territoire le Rio-Blanco, et le Brésil prétend que cette limite est le cours du Rio-Apa. Entre l'Apa et le Blanco, tous deux affluents du Paraguay, s'étend un territoire de 120 kilomètres de côté dans la direction nord et sud, et de 200 kilomètres de l'est à l'ouest; c'est là l'espace en litige que réclame le Brésil, mais qui appartient évidemment au Paraguay. Aucun des deux pays ne peut faire acte de souveraineté sur ce territoire tant que la difficulté des limites n'aura pas été résolue.

Cette question qui, deux fois déjà dans les dix dernières années, a mis les armes aux mains des impériaux, le Brésil veut la résoudre de fait, en s'emparant de Montevideo, qui est la clef de la navigation extérieure du Paraguay, et en enlevant ainsi à cette république l'avantage que lui donne sa position en aval de la province de Matto-Grosso. Le Paraguay a compris le péril imminent qui menaçait la liberté des fleuves, quand il a vu le Brésil s'em-

parer de la Bande Orientale comme il avait déjà fait en 1820.

L'évidente complicité qui existe entre le Brésil et Buenos-Ayres, en vue de l'occupation de la Bande Orientale, rend pour le Paraguay la situation d'autant plus périlleuse que Buenos-Ayres a tout intérêt à supprimer l'autonomie de cette république, et à ne pas laisser ce dangereux exemple de liberté sous les yeux des provinces riveraines des fleuves dont elle veut accaparer tout le commerce. Le Paraguay fût-il adjugé au Brésil, au lieu de l'être à Buenos-Ayres, cette dernière province trouverait les intérêts de son monopole amplement satisfaits, si la jeune république était réduite, comme Matto-Grosso, à l'état de simple province intérieure du Brésil, encore plus intéressé que Buenos-Ayres à la claustration de ces pays.

CHAPITRE V

INTÉRÊTS GÉNÉRAUX ENGAGÉS DANS LES GUERRES DE LA PLATA.

Des intérêts américains et européens de la plus haute importance sont engagés dans la guerre qui a pour théâtre les contrées de la Plata. Nous allons les étudier brièvement dans leur essence propre et dans leurs rapports avec les parties belligérantes, afin de savoir de quel côté doivent se porter les sympathies du monde civilisé.

I

Intérêts américains.

L'indifférence des républiques de l'Amérique du sud à l'égard de la lutte, inégale jusqu'à un certain point, que l'Uruguay et le Paraguay soutiennent

contre l'empire du Brésil, donnerait une triste idée de cet *américanisme* ou solidarité des intérêts continentaux dont on a tant parlé à l'occasion du récent conflit soulevé entre l'Espagne et le Pérou. Les populations d'origine espagnole ne sauraient voir avec impassibilité l'annexion dont leurs frères de la Plata sont menacés par un peuple d'origine portugaise, fortement modifié par le mélange des races de couleur : pareille annexion serait la preuve la plus déplorable de l'état d'abaissement dans lequel est tombée l'Amérique espagnole.

Un principe supérieur à celui des nationalités est également menacé par l'intervention du Brésil. Ce principe, que les républiques hispano-américaines, sans exception, se sont approprié en proclamant la liberté des noirs, est celui de la liberté civile pour tous les hommes. Que le Brésil l'emporte, et, en vertu de ses lois, l'esclavage est introduit de nouveau sur une terre déjà libre.

De même, les franchises du commerce et de la navigation des fleuves, qui doivent avoir pour résultat de peupler, d'enrichir et de civiliser les pays presque déserts de l'intérieur, et d'unir les populations riveraines du Pacifique avec celles des bords de l'Atlantique et de l'Europe, ne peuvent être amoindries ou supprimées sans que toute l'Amérique du sud se ressente aussitôt de ces fâcheuses restrictions. En ce sens, l'autonomie de la Bande Orientale n'intéresse pas moins le nouveau monde que l'ancien. En outre, il importe singulièrement aux républiques hispano-



américaines, presque toutes limitrophes du Brésil, que l'équilibre du continent ne soit pas déplacé au profit de l'empire lusitanien.

II

Intérêts européens. Garanties de la liberté commerciale.

La ligne politique qu'il convient aux puissances de l'Europe de suivre dans les régions de la Plata est bien simple et toute tracée d'avance par leurs intérêts. Ces intérêts sont principalement les deux suivants : la liberté du commerce et la sécurité des Européens qui résident dans le pays. Ce sont là les questions qui ne cessent d'être débattues entre l'Europe et l'Amérique du sud, et qui se trouvent à la base de tous les traités et de toutes les conventions diplomatiques.

Ces deux grands intérêts européens sont aussi les deux intérêts suprêmes de l'Amérique du sud elle-même, car son commerce avec l'ancien monde est la source de ses revenus, la raison de sa mise en culture, de son peuplement et de sa richesse, et, sans la tranquillité publique, le développement de tout commerce est impossible.

Quel rôle jouent ces intérêts dans la lutte actuelle? Il semble au premier abord qu'à cet égard aucune divergence de vues ne puisse exister entre l'Europe et l'Amérique, et pourtant ce sont précisément ces intérêts généraux auxquels on en veut et qui sont en

butte aux hostilités, si ruineuses pour le commerce européen.

De la part de qui viennent ces attaques? Naturellement de la part de ceux que la liberté dépouille de leur antique monopole commercial dans l'Amérique intérieure! Elles viennent de Rio-de-Janeiro et de Buenos-Ayres, jadis les uniques intermédiaires des échanges avec l'étranger.

Quelles sont les contrées les plus immédiatement menacées de la rancune du monopole? Naturellement celles dont l'existence dépend de la liberté du commerce et en garantit la durée. Ces contrées sont la Bande Orientale, le Paraguay et les provinces de la Plata, riveraines des grands fleuves.

Et que fait aujourd'hui l'Europe dans l'intention de protéger et de défendre ses propres intérêts de pacification et de liberté commerciale, si malheureusement compromis dans la guerre de l'Uruguay? Elle ne fait rien, mais elle laisse faire, et, par son abstention, elle détruit ce qui fut son propre ouvrage.

Quel est donc cet ouvrage de l'Europe? Qu'a donc fait, jusqu'à maintenant, sa diplomatie au service de ses nationaux établis dans les régions de la Plata? Représentée par le gouvernement de la Grande-Bretagne, celui qui sait le mieux défendre les intérêts de son commerce extérieur, l'Europe a conclu avec les républiques platéennes des traités qui consacrent et garantissent la liberté des échanges. On peut certainement donner à ces traités le nom de traités européens, à cause de l'adhésion que les diverses

nations civilisées du continent d'Europe ont successivement donnée aux principes établis dans la première convention.

Toutefois ces libertés et ces garanties forment un système qui, tout habile et ingénieux qu'il soit, n'en est pas moins en grande partie purement illusoire et nominal. En effet, les traités laissent subsister, à côté des libertés et des garanties qu'ils consacrent, un certain nombre de faits contradictoires à toute franchise commerciale et à la libre navigation des fleuves, c'est-à-dire au principe des traités eux-mêmes. Cet ensemble de faits sert de point d'appui à la politique de réaction, à la résistance systématique de Rio-de-Janeiro et de Buenos-Ayres, dont le monopole commercial, légué respectivement par le Portugal et l'Espagne, est graduellement ruiné par la liberté des échanges. Voyons quels sont les faits qui neutralisent les garanties obtenues.

Le traité conclu en 1825 entre la Grande-Bretagne et la république Argentine stipulait la liberté du commerce, mais en même temps elle maintenait la fermeture de tous les ports fluviaux de la république, à l'exception de celui de Buenos-Ayres. Comme la liberté relative que les traités conclus avec la Chine donnent aux échanges, en ouvrant aux navires un certain nombre de ports, l'avantage exceptionnel qu'offrait au trafic le libre accès de Buenos-Ayres avait du bon, mais à la condition d'inaugurer un système commercial nouveau pour toutes provinces sans exception.

Un second traité, conclu en 1853 entre la confédé-

ration Argentine et diverses nations commerçantes, ouvrit tous les ports fluviaux de la contrée aux échanges directs que la ville de Buenos-Ayres avait monopolisés jusqu'à cette époque ; mais ce traité laissa la clef de tous ces nouveaux ports de commerce, c'est-à-dire l'île de Martin-Garcia, entre les mains et à la garde de Buenos-Ayres, à laquelle justement le monopole venait d'être ravi. En dépit du gage qu'on lui confiait, la métropole de la Plata n'en protesta pas moins contre le traité qui consacrait l'ouverture des fleuves.

En 1828, un traité, conclu sous les auspices et sur la proposition de l'Angleterre, avait ôté au Brésil et à Buenos-Ayres les clefs extérieures du Rio de la Plata, en établissant l'indépendance de la Bande Orientale ; mais le traité laissait imprudemment le soin de surveiller et de défendre cette indépendance à l'empire brésilien et à Buenos-Ayres, c'est-à-dire aux puissances mêmes qui étaient intéressées à la détruire et qui n'avaient cessé précédemment de se disputer Montevideo comme une proie. C'était exactement comme si, après avoir arraché des colonies à la métropole, on avait chargé cette métropole elle-même de sauvegarder l'autonomie de ses anciennes possessions.

Quel a été le résultat de cette manière d'agir? Évidemment celui qu'on avait à craindre. Les gardiens ont dérobé le gage qu'on leur avait confié ; les prétendues garanties sont devenues autant de dangers. Buenos-Ayres remplit maintenant de ses soldats et de ses canons l'île de Martin-Garcia, tandis que les armées bré-

siliennes occupent la Bande Orientale. Les deux métropoles laissent les campagnes de leurs territoires respectifs exposées aux ravages des Indiens et concentrent toutes leurs forces navales sur les eaux d'un estuaire où ne se hasardent point les pirates et que fréquentent seulement les paisibles navires de commerce de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Italie, de toutes les nations du monde civilisé. Le fait est que l'entrée même des affluents de la Plata est au pouvoir des adversaires naturels de la libre navigation des fleuves. L'indépendance de l'Uruguay a pour ennemis ceux-là mêmes qui s'étaient chargés de la maintenir.

Les deux états protecteurs avaient-ils donc été forcés d'accorder leur garantie? Quel concours de circonstances a produit cet étrange résultat que Buenos-Ayres, par exemple, est devenue indifférente, pour ne pas dire plus, à la ruine de la Bande Orientale, dont elle avait garanti l'autonomie? La raison de ce changement d'attitude est facile à comprendre. Buenos-Ayres a garanti l'indépendance de la république de l'Uruguay, alors que celle-ci servait de boulevard protecteur contre le Brésil et sauvegardait le principe de l'intégrité nationale, dans l'intérêt de laquelle avait été soutenue la longue guerre que termina le traité de 1828. Cette intégrité de la république Argentine ayant cessé d'exister et la confédération étant aujourd'hui divisée de fait en deux pays distincts, l'indépendance de la Bande Orientale n'a plus pour Buenos-Ayres l'utilité qu'elle avait autrefois et qui avait motivé la garantie accordée en 1828.

Le démembrement que l'on craignait a eu lieu; mais ce n'est point le Brésil qu'il faut en accuser, car la cause de la division est sortie du sein de la confédération elle-même. Cette cause, nous l'avons déjà signalée. Buenos-Ayres ayant voulu accaparer les revenus des autres provinces, il en est résulté entre les deux sections de la république un antagonisme plus vif encore que ne l'étaient les rivalités entre Buenos-Ayres et le Brésil. Or, comme la confiscation des ressources nationales s'opère au moyen de la suppression des échanges directs des ports intérieurs avec l'Europe, la diplomatie étrangère peut trouver dans cet antagonisme même la garantie des libertés de navigation et de l'indépendance de Montevideo. Cette nouvelle garantie doit remplacer dans l'avenir celle du traité de 1828 qui avait cessé d'exister à cause des changements opérés dans les conditions intérieures de la république.

La diplomatie des nations maritimes devrait évidemment tendre par de continuels efforts à confier la sauvegarde de la libre navigation des fleuves aux pays qui sont le plus intéressés à communiquer sans entraves avec le reste du monde. La clef de tout édifice doit rester entre les mains de ses habitants eux-mêmes, et, s'il n'en est pas ainsi, la demeure ne peut être qu'une prison. En vertu de ce fait, le Paraguay et les provinces de la Plata riveraines des grands fleuves sont les seuls garants naturels de la liberté de navigation sur les affluents de l'estuaire, et c'est sous la garantie de ces pays de l'intérieur que devraient se trouver

les sentinelles de l'entrée, Martin-Garcia et Montevideo.

Chercher des garanties personnelles et contracter des alliances avec de simples factions, ce n'est point là une politique sérieuse ni digne des peuples de l'Europe. Les hommes s'approprient les idées et les intérêts des localités qu'ils ont à gouverner, ou pour mieux dire, ils sont gouvernés par elles. Ainsi ces mêmes réfugiés argentins, qui, en 1840, lors de leur séjour forcé à Montevideo, étaient partisans d'une alliance avec l'Europe et de l'ouverture des fleuves, représentent aujourd'hui à Buenos-Ayres les intérêts et les tendances que cette ville imposait à Rosas dans un sens contraire à la libre navigation. Et quand ces hommes se figurent être la personnification vivante de la justice et de la civilisation, ils ressemblent à ces rois d'un autre âge qui, même détrônés, prétendaient que l'autorité coulait en leurs veines avec le sang lui-même.

Un fait historique récent prouve la vérité de ce que nous avons avancé. Le Paraguay est la première puissance américaine qui ait signé les traités internationaux consacrant la libre navigation des fleuves : c'était en mars 1853. Au mois de juillet de la même année, les provinces Argentines consacraient le même principe par un autre traité. Quant aux gouvernements de Buenos-Ayres et de Rio-de-Janeiro, ils protestèrent contre ces conventions, et si la métropole de la Plata finit par y adhérer en principe, c'est uniquement parce qu'un article des traités refusait

d'avance la possession de Martin-Garcia à toute puissance qui ne voudrait pas consentir à la libre navigation des rivières (art. 6).

La politique suivie aujourd'hui par le Paraguay à l'égard de la Bande Orientale est inspirée par des motifs exactement semblables à ceux qui ont dirigé l'Europe. Il cherche à maintenir l'autonomie de l'Uruguay, et cela pour garantir, conformément aux traités, la liberté du commerce et de la navigation fluviale. En outre, il veut conserver sa propre indépendance et le droit de traiter directement avec l'Europe commerçante, droit qui est la meilleure garantie de son existence comme nation. Appuyer le Paraguay et sa politique, c'est donc pour l'Europe défendre ses propres intérêts commerciaux dans les régions de la Plata.

Naguère, les nations civilisées de l'Europe occidentale considéraient comme une garantie pour la liberté de leurs échanges que la Bande Orientale restât indépendante du Brésil et de Buenos-Ayres. C'est que l'Europe voyait dans ces deux puissants voisins de l'Uruguay deux ennemis naturels de tout commerce qui ne se ferait pas exclusivement à leur profit. Si ce danger n'avait pas existé, l'Europe n'aurait attaché aucun intérêt à l'indépendance de la Bande Orientale.

Ainsi, sur les bords du Rio de la Plata, c'est toujours sur la rive droite que s'est manifestée la résistance au principe de la liberté commerciale, tandis que, sur la rive gauche, on appuyait ce même principe. Ce qui est arrivé, en 1840, ne peut manquer de se reproduire de nouveau, et cela par les mêmes

raisons. Le port de la rive droite veut continuer de monopoliser tout le commerce des affluents de la Plata, tandis que le port rival représente le principe opposé, ne fût-ce que par un égoïsme bien entendu.

Souvent les factions de la Bande Orientale s'appuient sur la politique bien connue de leurs puissants voisins afin de conquérir le pouvoir; mais à peine une de ces factions s'est elle emparée du gouvernement que, pour le conserver, elle se met aussitôt à représenter les idées locales d'opposition contre le Brésil et Buenos-Ayres. Ces deux états recommencent alors à tisser leur toile de Pénélope, et ne signent de traités de paix que pour en faire sortir de nouvelles guerres.

III

Garanties générales de paix et de sécurité.

Les mêmes traités et, en général, les mêmes causes qui ont laissé subsister une situation fâcheuse pour les libertés commerciales, sont une source d'antagonisme permanent entre les pays de l'intérieur qui les ont dépouillés de leur droit de libre commerce avec les villes du littoral.

La guerre actuelle a aussi pour cause un autre reste du système traditionnel de claustration qui pendant des centaines d'années a prévalu tant à Buenos-Ayres qu'à Rio-de-Janeiro. Étudions cette cause, car c'est la

connaissance approfondie des motifs de discorde qui nous révèlera les seuls moyens efficaces d'une pacification future.

Des raisons identiques à celles qui ont produit jadis la résistance de Buenos-Ayres et de Rio-de Janeiro aux gouvernements de Madrid et de Lisbonne, inspirent l'opposition que font aujourd'hui les provinces de l'intérieur à ces mêmes villes de Rio et de Buenos Ayres, qui se sont faites les héritières de la politique d'exploitation inaugurée par leurs anciennes métropoles.

En peut-on demander une meilleure preuve que les conflits actuels? Il n'est douteux pour personne qu'ils ont été soulevés par Buenos-Ayres, et attisés par Rio-de-Janeiro, agissant toutes les deux de concert.

Quel est dans cette guerre le but poursuivi par Rio-de-Janeiro? C'est d'acquérir des territoires qui lui permettent d'échapper aux vices et aux défauts de sa législation coloniale, en vertu de laquelle les quatre cinquièmes du sol de l'empire sont le domaine de quelques *hidalgos* ou hobereaux privilégiés. Cette législation n'a-t-elle pas créé le paupérisme dans un pays né d'hier, et n'a-t-elle pas jeté la population deshéritée dans les voies de l'expatriation volontaire, des révolutions et des conquêtes? Le mouvement d'émigration qui dépeuple le Brésil, pays qui est pourtant si peu habité et qui aurait tant besoin de nouveaux colons, ne témoigne-t-il pas d'une maladie funeste ravageant l'organisme politique jusque dans ses entrailles? Peut-il compter sur l'immigration

des Européens, le pays qui force ses propres nationaux à chercher leur pain dans la terre étrangère?

Et Buenos-Ayres, que cherche-t-elle en suscitant ces troubles? Loin de vouloir partager avec les provinces Argentines sur le pied de l'égalité, comme l'indiquent les notions les plus simples d'une administration régulière, elle voudrait consolider sa domination sur ses vassales en les dépouillant à tout jamais de leur commerce, de leur navigation et de leurs revenus nationaux.

Si telles sont les causes réelles de la guerre qui désole ces pays, il n'y a d'autre moyen pour ramener la paix que de compléter la révolution économique de la liberté commerciale, et cela, par des garanties suffisantes assurant le triomphe de la réforme jusque dans les districts les plus éloignés. Il faudrait modifier les institutions du Brésil et de la république Argentine, dont les injustifiables agressions contre la majorité des populations de l'intérieur ne cessent de provoquer des représailles, forçant ainsi les deux cités qui veulent conserver leur monopole à s'engager dans d'interminables guerres, afin de maintenir un état de choses impossible et d'étayer un édifice qui déjà tombe de lui-même.

Les nations européennes, nous le savons bien, n'ont aucune action diplomatique à remplir dans les réformes intérieures des autres peuples. Elles peuvent fort bien se dispenser d'intervenir, si elles veulent rester neutres dans des guerres où les intérêts de leur commerce jouent un rôle passif, quoique des plus impor-

tants. Toutefois elles peuvent concourir par l'influence de leur diplomatie et des traités à la destruction du nouveau régime colonial mis en vigueur par les anciennes vassales de Madrid et de Lisbonne, devenues métropoles à leur tour. N'ont-elles pas déjà, dans leur propre intérêt et sans s'aventurer dans aucune expédition lointaine, concouru à l'abolition de ce même régime colonial, tel qu'il était exercé par l'Espagne et par le Portugal? L'influence morale, l'action indirecte de l'Europe suffiraient pour opérer une réforme pacifique. Buenos-Ayres pratiquant une *neutralité hostile* contre les libertés commerciales qui sont à l'avantage de l'Europe, l'Europe à son tour devrait pratiquer une neutralité analogue contre les monopoles qui la gênent. A la neutralité, qui se fait complice du bombardement de cités commerciales, il faut opposer la neutralité qui protége les villes menacées. Au lieu de fortifier par l'abstention cette hostilité masquée, si contraire aux intérêts commerciaux, il faudrait, au contraire, déjouer par une attitude décidée toutes ces manœuvres obliques et mensongères.

Une autre garantie de paix est le respect des nationalités. Ce ne sont pas seulement des territoires, mais aussi des peuples et des races que les Brésiliens d'origine portugaise veulent conquérir dans les régions de la Plata, peuplées de familles espagnoles. Cette politique, c'est une guerre sans trêve, une guerre n'ayant d'autre issue que l'extermination du peuple qu'on voudrait faire disparaître pour hériter de son

territoire. N'était cette passion féroce, pourrait-on expliquer le bombardement et la destruction par le feu de villes entières, comme des moyens d'obtenir réparation pour des dommages qu'auraient subis des particuliers? Brûler des débiteurs parce qu'ils ne payent pas leurs dettes! Verrons-nous la politique du gouvernement français, qui intervient au Mexique, afin d'empêcher une nationalité latine d'être envahie par la race libre des Anglo-Saxons, se montrer indifférente à l'absorption de cette même race hispano-américaine par une race d'origine portugaise, à cause du seul motif que le Brésil est un empire et la Bande Orientale une république? Et cependant, en faisant de la monarchie un instrument de conquête territoriale, le Brésil compromet en Amérique la possibilité de concilier cette forme de gouvernement avec toute espèce de vues généreuses et élevées. Par sa conduite indélicate, il compromet la forme européenne de monarchie constitutionnelle, il arrête l'immigration transatlantique, il donne lieu à ce qu'on dise un jour que la monarchie est la guerre et la conquête.

Ce ne sera jamais par l'intermédiaire du Brésil que s'introduiront en Amérique les monarchies constitutionnelles; encore moins cet empire en fondera-t-il une à la Plata, dont les habitants n'auraient d'autre perspective que de se voir disparaître comme race, comme républiques et comme états indépendants, par une violente et ignominieuse absorption dans un état étranger. Pour échapper au triste naufrage de leur nationalité, de

leur indépendance et de leur histoire, les Platéens se donneraient plutôt d'eux-mêmes une constitution à l'anglaise, bien supérieure à celle de la monarchie brésilienne.

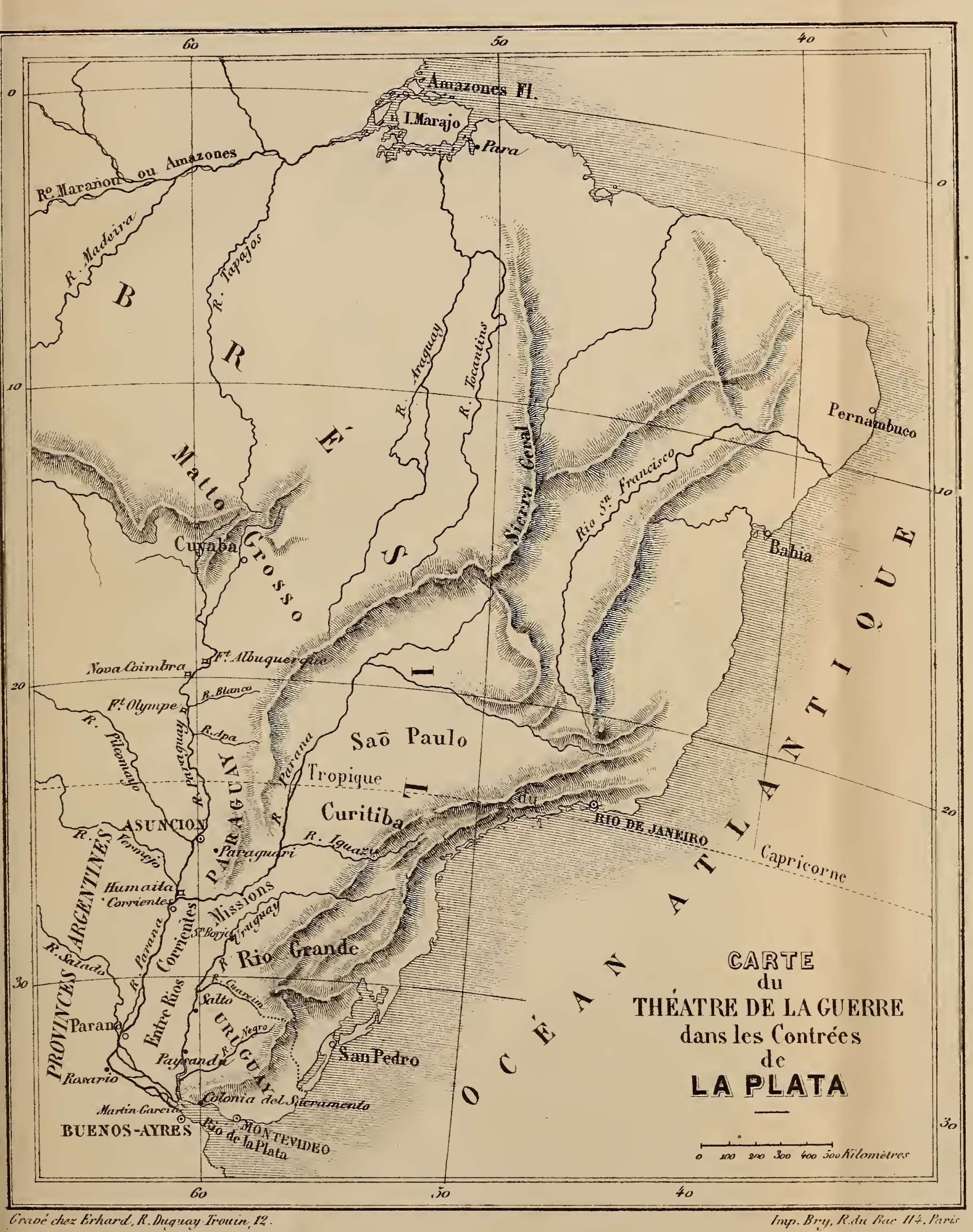
Si le Brésil compte trouver les conditions d'une paix permanente dans le remaniement de sa carte géographique, il se trompe encore. Les fleuves de la Plata ont fait de leurs riverains un peuple distinct autant par ses intérêts que par son origine. Cette solidarité géographique peut enlever au Brésil lui-même ce dont il voudrait dépouiller les autres. Il est moins difficile aux provinces de Rio-Grande et de Matto-Grosso de cesser d'être brésiliennes pour devenir indépendantes, qu'il n'est facile à Montevideo de perdre son indépendance, pour se faire brésilienne de sang et de langage. La paix, pour être durable, exige que chaque climat conserve sa race historique. Que l'empire accepte donc la noble et charitable mission facilitée par le climat de transformer en la croisant cette race nègre qu'il a asservie pour mieux s'adonner à l'indolence. Qu'il conserve l'esclavage, s'il lui plaît ainsi, mais qu'il sache que les maîtres achèteront le plaisir de la domination par le sang de leurs veines, c'est-à-dire par le mélange entre eux et leurs victimes. Ces deux races sont destinées à se sacrifier l'une à l'autre afin d'abolir cette haine et ces préjugés de couleur, si affligeants pour notre espèce. Le climat splendide des tropiques est l'Éden où se fera la renaissance d'une moitié de l'espèce humaine, en vue de grandes destinées futures. Douter de la trans-

formation finale de la race nègre par les croisements, et cela dans un siècle où la zoologie a surpris le secret de tant de prodigieuses métamorphoses, ce serait supposer que l'homme est condamné à être toujours la victime de son semblable.

La fraternité, la science, non moins que les nécessités de la zone torride, auront pour résultat l'absorption de la race nègre dans la race blanche, à laquelle cette fusion ne sera pas moins profitable que ne l'avait été le mélange du monde romain avec les barbares du nord. Les vraies limites des nations ne sont ni les rivières ni les montagnes, mais les climats et les latitudes, qui décident non-seulement des lois des nations, comme le dit Montesquieu, mais encore des nations elles-mêmes. La géographie est plus qu'un fait d'ordre physique, c'est par son influence sur l'homme, un fait d'ordre historique et moral.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES



Gravé chez Erhard, R. Duguay-Trouin, 12.

Imp. Bry, R. du Bac 114, Paris

LES DISSENSIONS

DES

RÉPUBLIQUES DE LA PLATA

ET

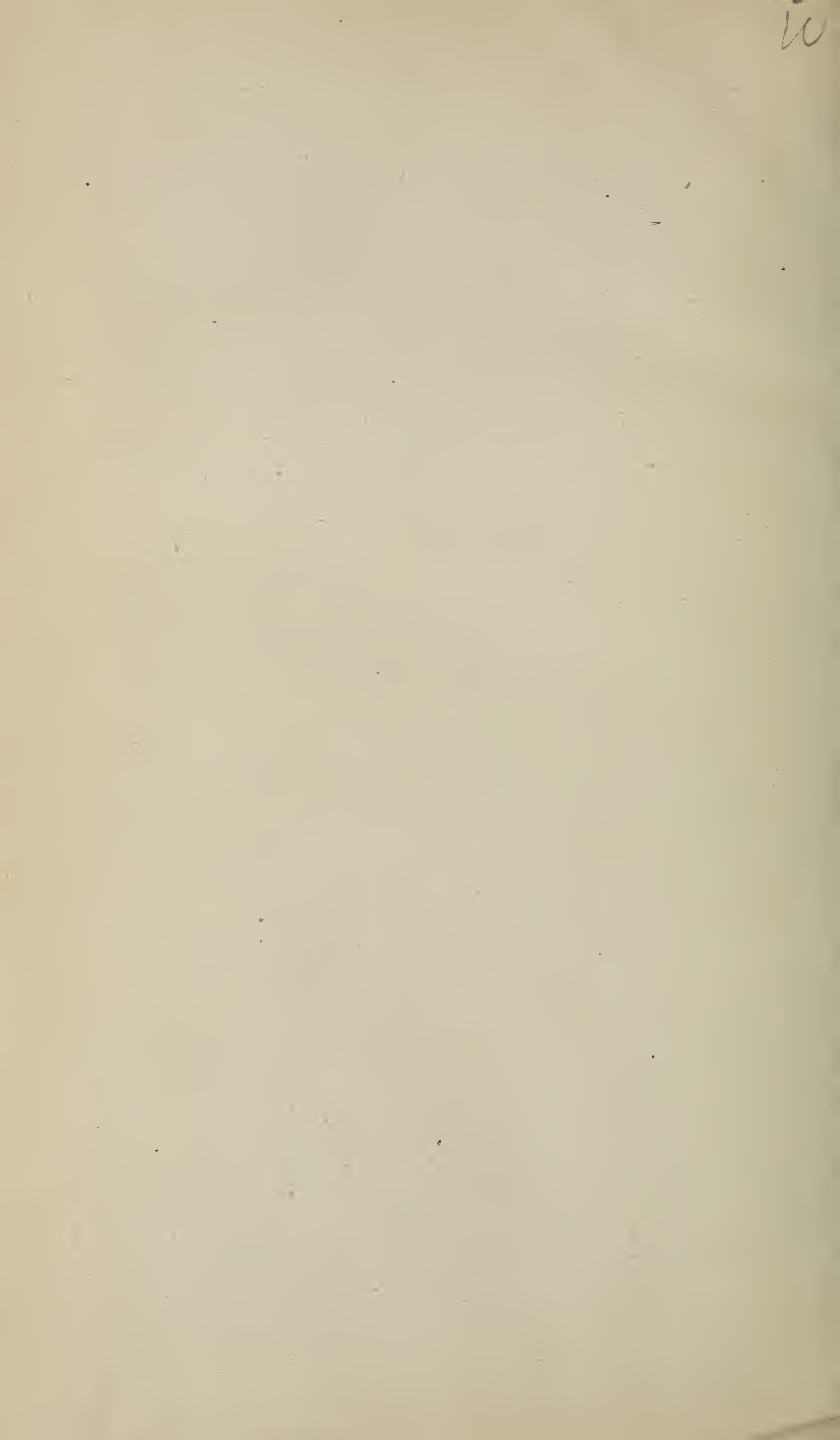
LES MACHINATIONS DU BRÉSIL

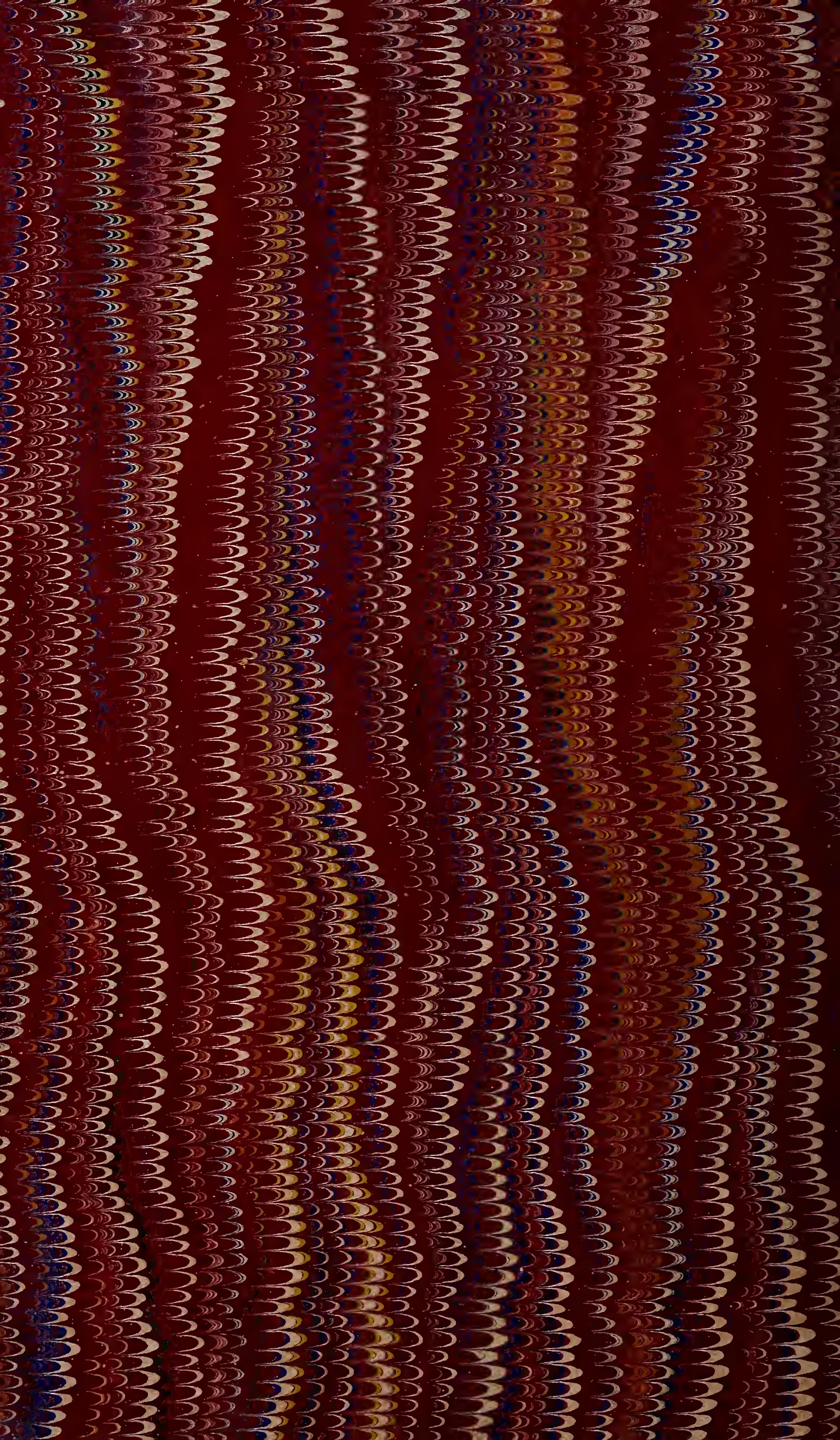
OUVRAGE ACCOMPAGNÉ D'UNE CARTE

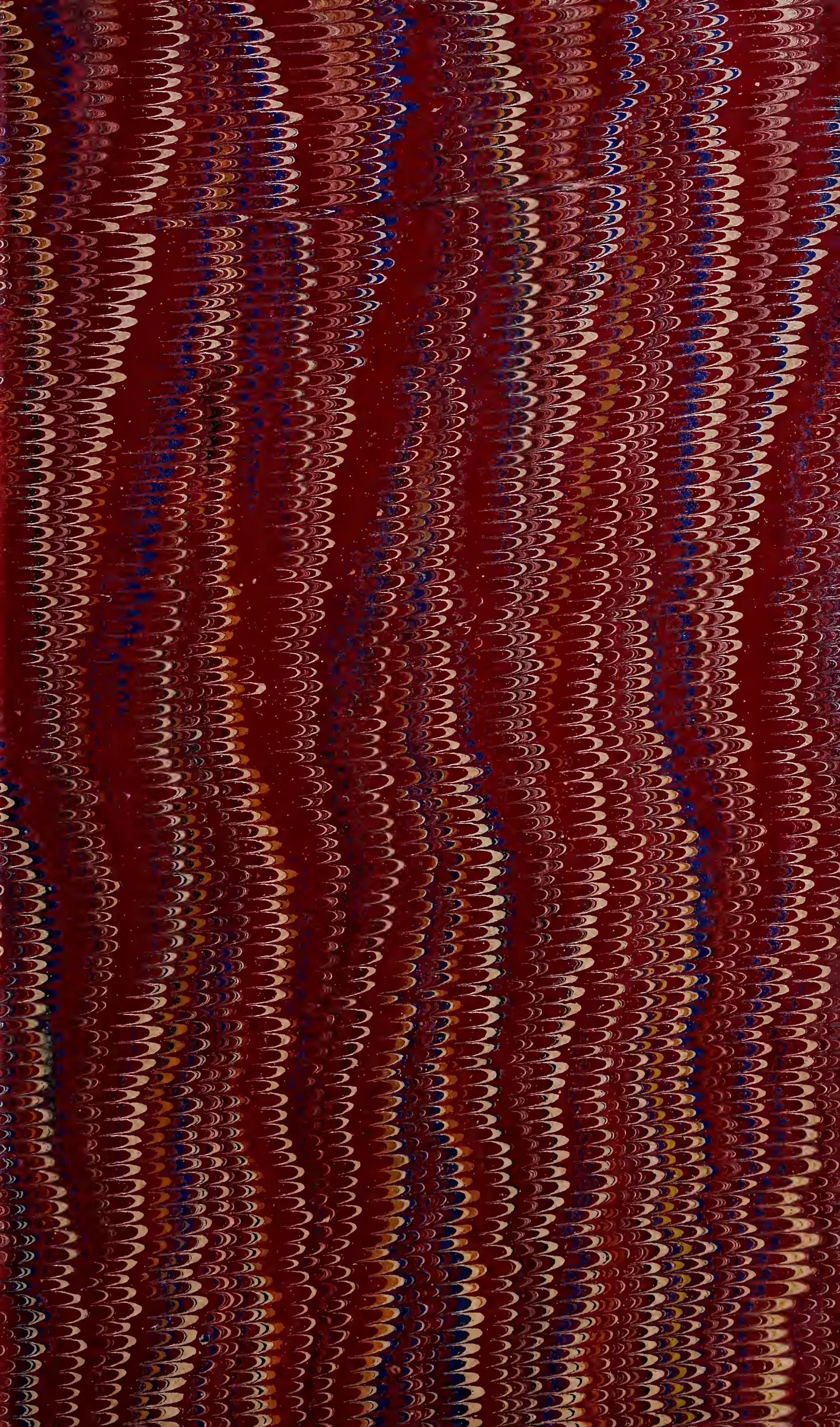
PARIS
E. DENTU, LIBRAIRE-ÉDITEUR
PALAIS-ROYAL, 17-19, GALERIE D'ORLÉANS

1865

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1








LIBRARY OF CONGRESS
0 015 836 292 2